INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 313 - AVRIL 2020 HEBDO 3

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 313

Viandes bovines

Lait de vache

Viande ovine

Lait de chèvre et viande

Marchés des grains : le Covid-19 engendre de la volatilité

Viandes bovines

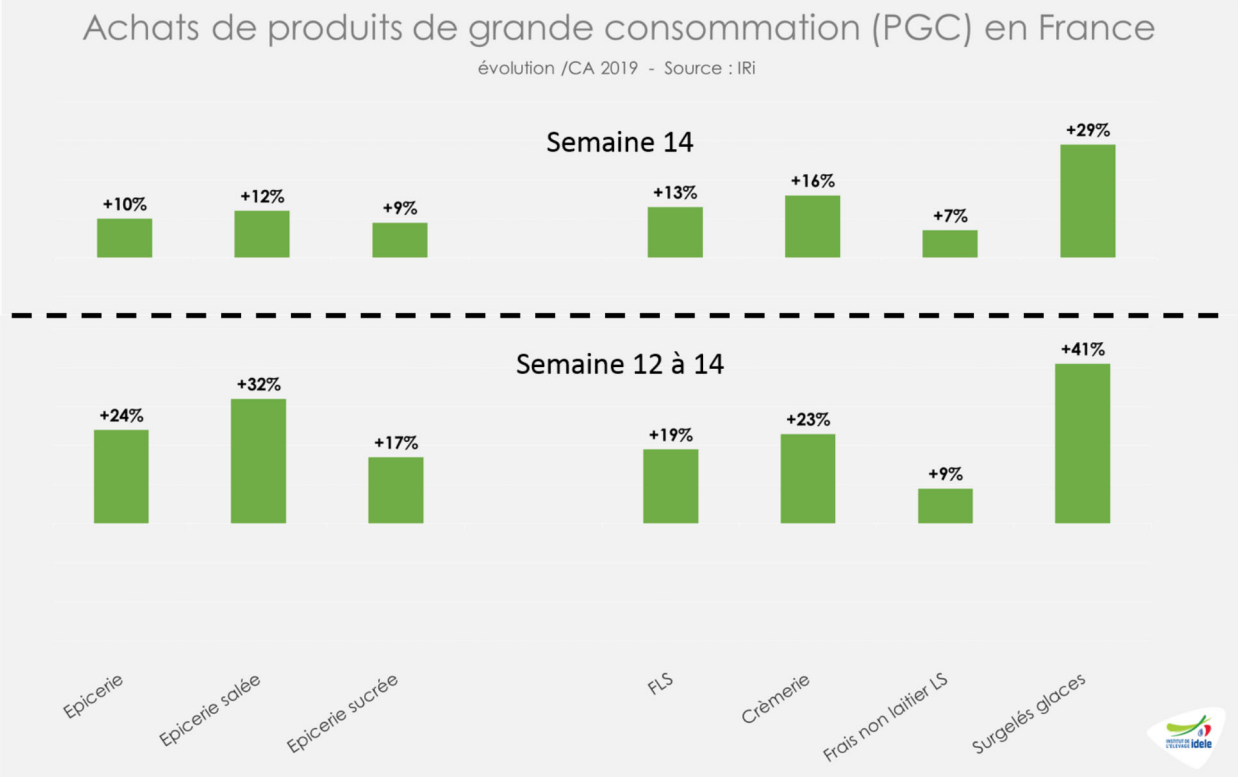
Covid-19, la situation au 15 avril pour le secteur bovin viande en France et en Europe

RHD à l'arrêt, achats des ménages par à-coups, réorientation du marché vers plus de haché… les équilibres sont difficiles à trouver en France comme dans les autres États membres. Heureusement, les difficultés à valoriser les déhanchés se résorbent avec l'arrivée de la saison estivale. Les flux de broutards vers l'Italie se maintiennent. Le marché du veau reste déprimé, en particulier pour les conformations modestes.

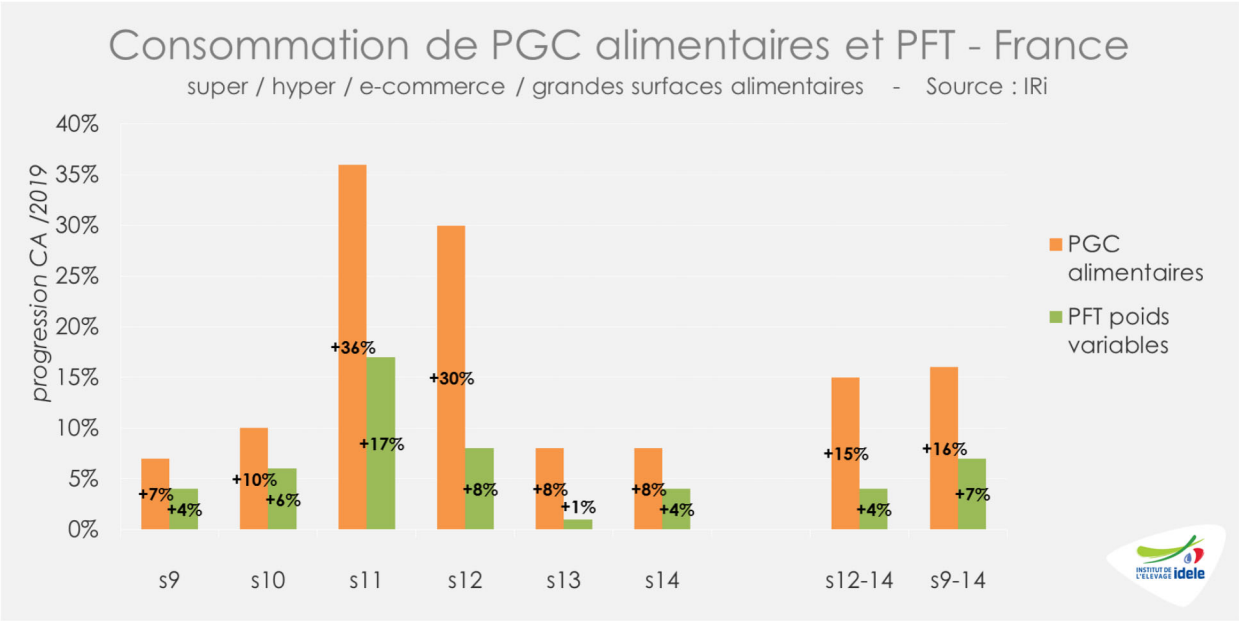
Un nouvel « équilibre » de consommation atteint en GMS ?

D'après l'institut IRi, en semaine 14 (se terminant le 5 avril), les achats de produits de grande consommation et de produits frais en GMS libre-service ont continué de progresser à la même allure que la semaine précédente.

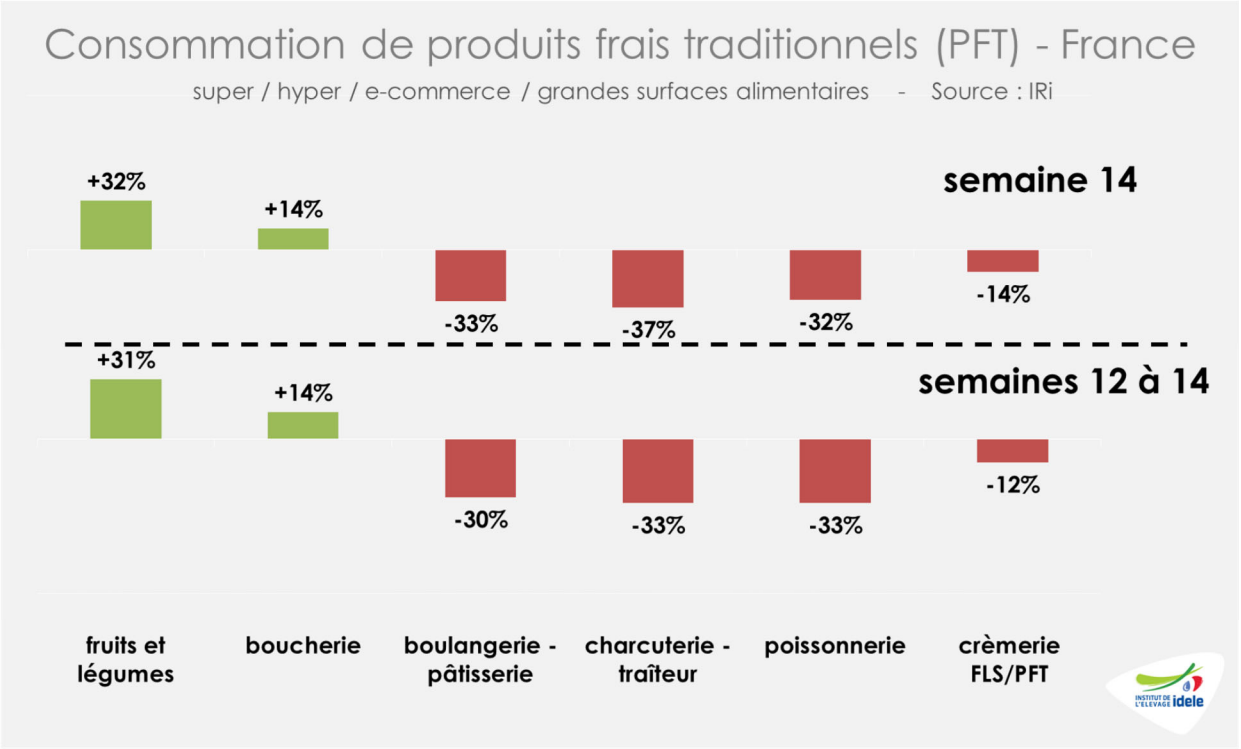
Ainsi, la progression du chiffre d'affaires était de +5% /2019, comme en semaine 13. Les achats de surgelés et glaces (parmi lesquels les viandes congelées) ont progressé au même rythme que la semaine précédente (+29% contre +30% /2019 en semaine 13), de même que les produits frais non laitiers (parmi lesquels les viandes réfrigérées) : +7% /2019 en semaine 14 et +9% /2019 en cumul sur les semaines 12 à 14.



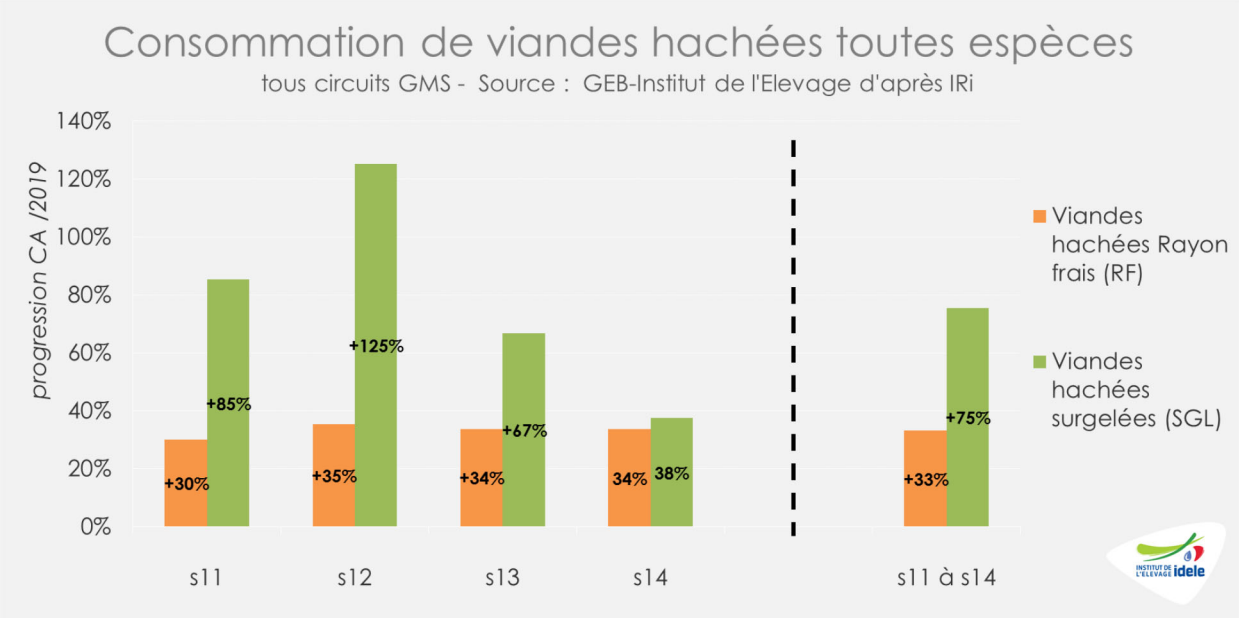
De leur côté, les achats de produits frais traditionnels, vendus à poids variable (PFT) en GMS et e-commerce, ont évolué à peine moins vite (+4% /2019 en semaine 14 contre +1% la semaine précédente). D'après l'IRi, entre les semaines 12 et 14, les achats de PFT ont progressé de +7% /2019 (contre +16% pour les PGC alimentaires).



Ce sont encore les rayons fruits et légumes et boucherie qui portent le chiffre d'affaires des PFT. En semaine 14, les achats aux rayons fruits et légumes et boucherie ont respectivement progressé de +32% et +14% /2019.



Depuis le début de l'épisode de pandémie, les achats de viandes hachées de toutes espèces ont bondi en frais, et encore plus en surgelé. Une fois les stocks initiaux constitués par les ménages, les achats de surgelés sont ensuite un peu retombés mais restent soutenus. Ainsi, les ventes de haché surgelé ont progressé au total de +75% /2019 entre les semaines 11 et 14, tandis que les achats de viande hachée réfrigérée augmentaient elles de +33% /2019.



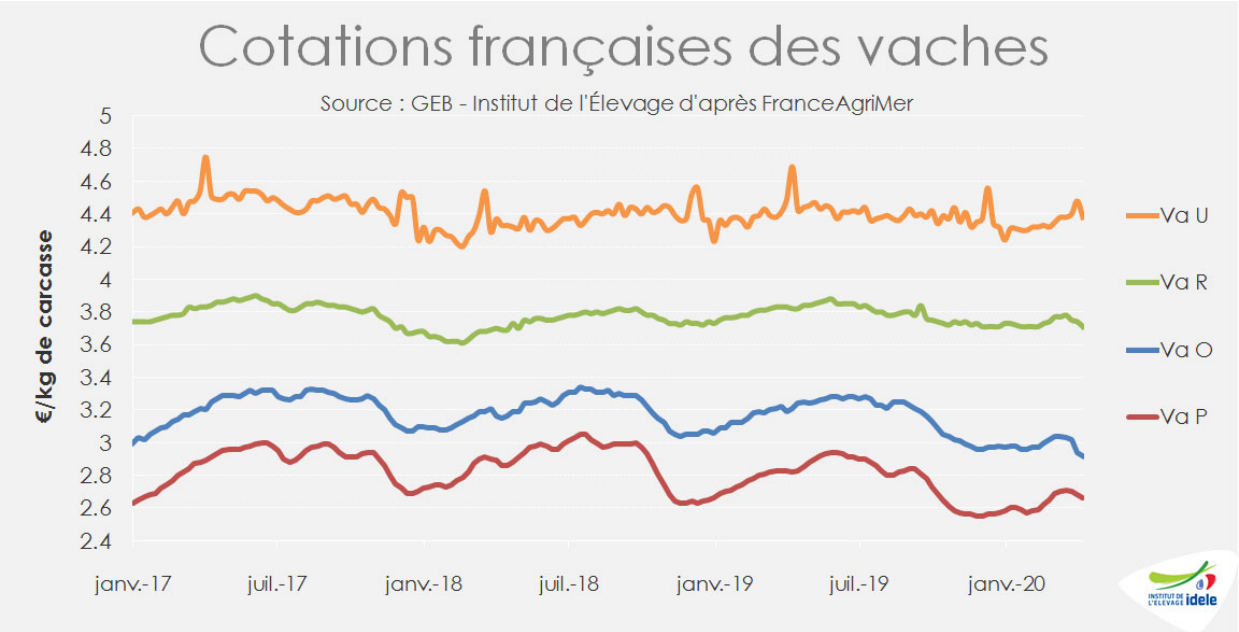
La filière bovine française fait face à un bouleversement de ses débouchés. La RHD est toujours quasiment à l'arrêt. Les entreprises du commerce de gros spécialisées dans la RHD, qui assurent plus de 70% de l'approvisionnement du secteur, affichent une perte de chiffre d'affaires comprise entre 80 et 90% depuis le 15 mars. D'un autre côté, les ventes en GMS progressent et la consommation de viande hachée est soutenue. En l'absence de données de commerce extérieur, il reste cependant difficile de faire un bilan précis.

FEMELLES EN FRANCE : hausse des abattages de laitières, baisse des cours généralisée

En semaine 15, d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de gros bovins ont rebondi de 11% par rapport à la semaine précédente, dont +13% pour les vaches de type viande et +8% pour les vaches laitières. Les sorties de vaches laitières sont même en hausse de +10% par rapport à 2019.

Ce début d'afflux de vaches laitières pourrait être lié à la volonté affichée de réduire la production de lait, mais cela reste à confirmer. Jusqu'alors, les abattages cumulés de vaches laitières entre les semaines 11 et 15 sont toujours plus limités que l'an passé (-2% /2019), et le cheptel de souche est lui-même sérieusement réduit d'une année sur l'autre (voir l'article sur les produits laitiers).

En semaine 15, les cours des réformes ont nettement baissé, tranchant avec leur hausse saisonnière en temps normal. Le pic de prix habituel à Pâques pour les meilleures conformations a été de courte durée. Le cours de la vache U a perdu 10 centimes par kg de carcasse en une semaine pour revenir à 4,38 €/kg (-7% /2019 et +1% /2018). Les autres cotations ont poursuivi leur repli. La vache R a perdu 3 centimes, à 3,71 €/kg éc (-3% /2019 et +1% /2018). La cotation de la vache O a perdu 2 ct après la chute de 8 cts en semaine 14, à 2,92 €/kg éc (-9% /2019 et -7% /2018) et celle de la vache P a perdu 2 cts, à 2,66 €/kg éc (-6% /2019 et -7% /2018).

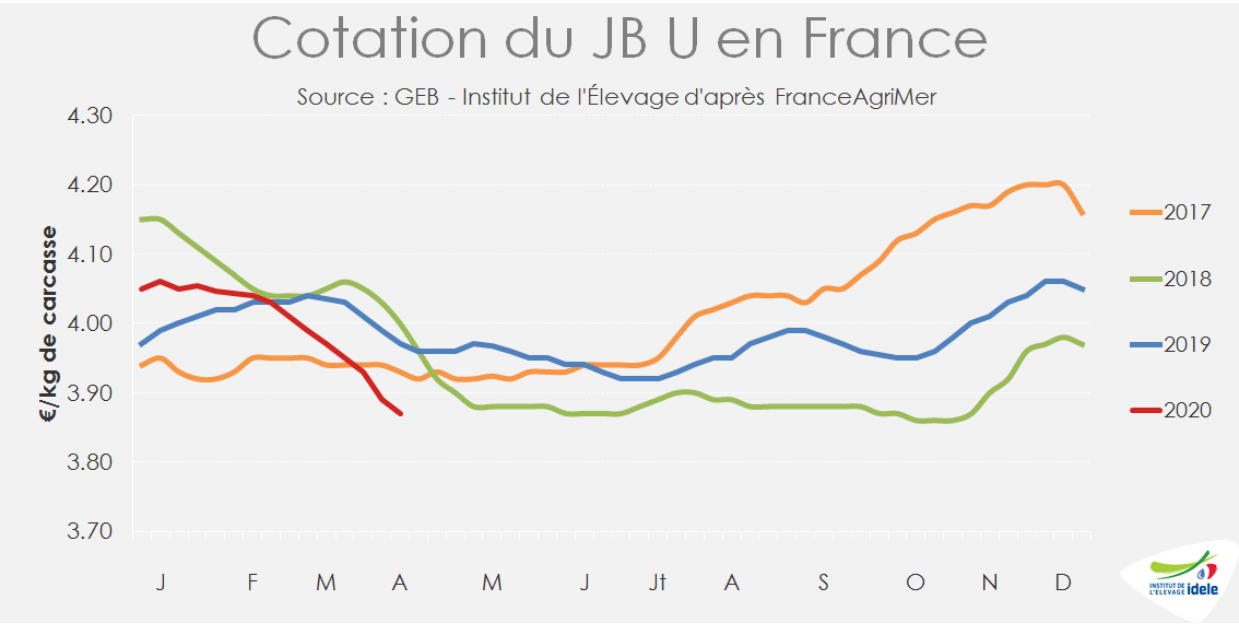


Les baisses de prix généralisées en Europe ont pour le moment entrainé très peu de réactions de la part des institutions européennes. Quelques mesures de portée générale ont cependant été annoncées début avril : prolongation du délai de dépôt de demandes des aides PAC jusqu'au 15 juin 2020 ; augmentation des avances des paiements directs (de 50% à 70%) et des paiements de développement rural (de 75% à 85%)… Le Commissaire à l'agriculture Janusz Wojciechowski a surtout mis en exergue la possibilité pour les États Membres de verser des aides exceptionnelles au plafond largement réévalué (jusqu'à 120 000 € par ferme), tout en mobilisant pour cela les fonds encore disponibles du 2nd pilier. Selon la Commission, 6 à 17 milliards € seraient encore mobilisables en 2020 dans l'ensemble des Etats Membres, citant la France où la réserve des fonds issus du 2nd pilier encore non alloués/dépensés s'élèverait à 18%. Poussée notamment par l'Irlande (cf. partie Irlande), la question du soutien à l'élevage bovin viande devrait être abordée lors du prochain Conseil des Ministres de l'Agriculture le 27 avril.

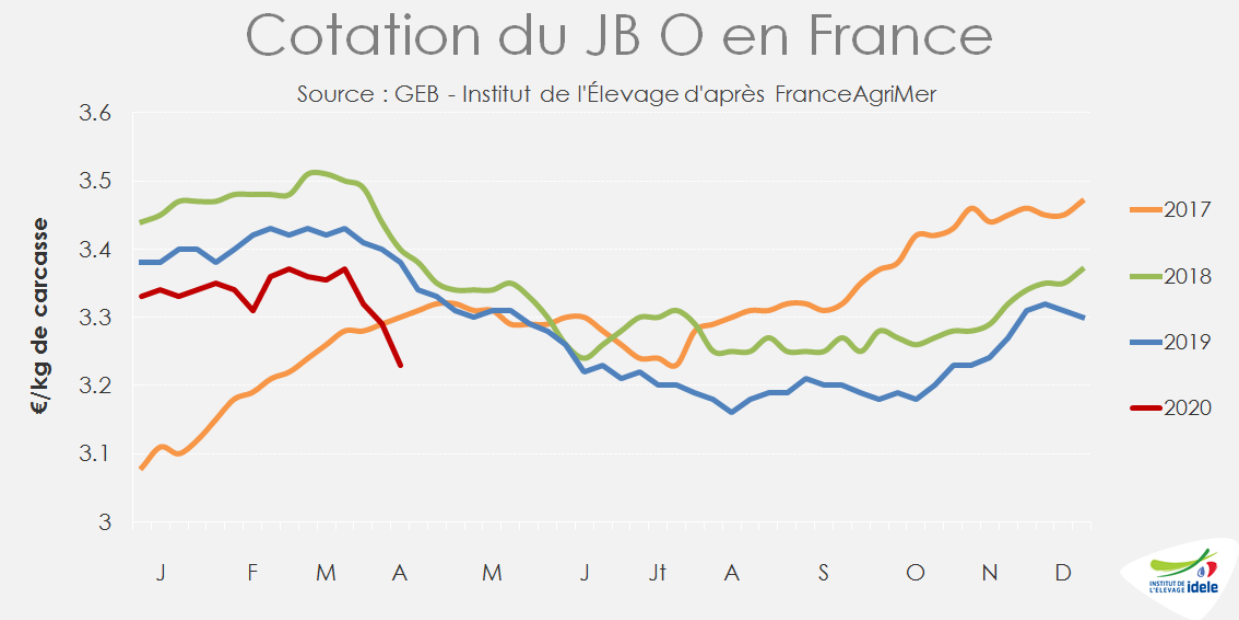
JB EN FRANCE : la baisse des cours se poursuit

La baisse des cours des JB se poursuit. Elle s'explique selon les opérateurs par les difficultés à bien valoriser tous les quartiers ou muscles exportés vers les principaux clients de la France, Italie, Grèce et Allemagne. L'arrivée de la saison estivale permet toutefois de valoriser plus de pièces de déhanchés. Seuls les filets restent problématiques.

En semaine 15, la cotation du JB U a de nouveau perdu 2 centimes pour tomber à 3,87 €/kg de carcasse (-3% /2019 et 2018). Celle du JB R a chuté de 3 centimes à 3,68 €/kg (-3% /2019 ; -4% /2018). Cette même semaine, les abattages de JB de type viande ont rebondi de 12% par rapport à la semaine précédente, mais restaient 12% sous leur niveau de 2019.



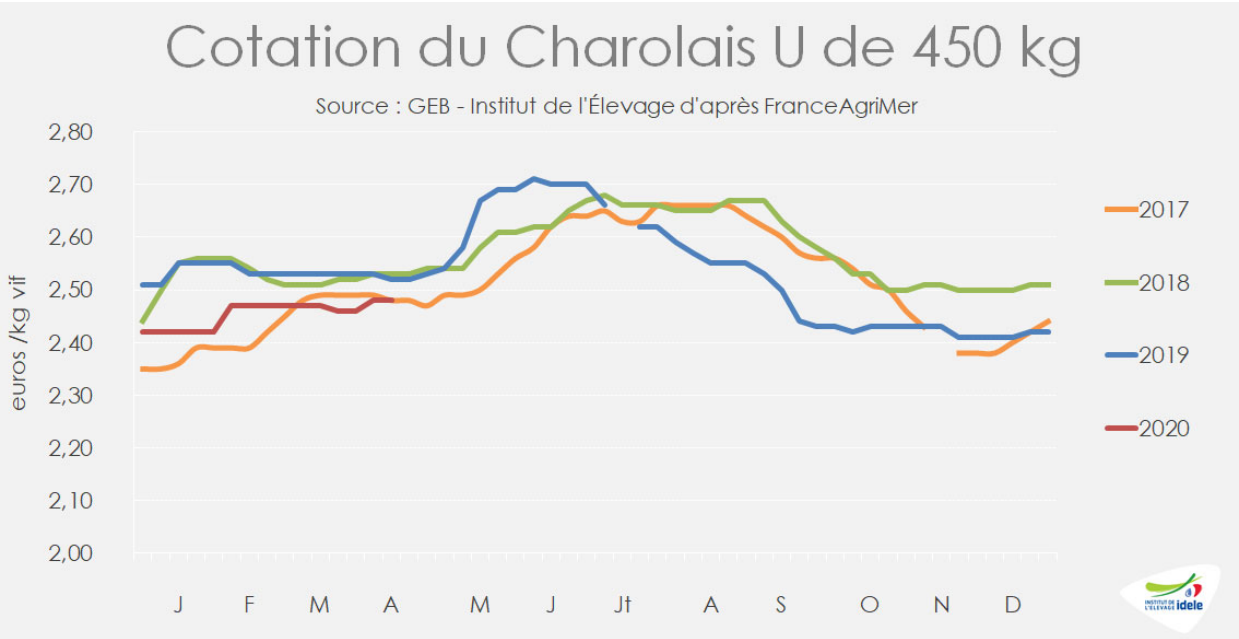
Les abattages de JB laitiers restent à des niveaux très faibles, toujours -30% par rapport à 2019 en semaine 15 et -1% par rapport à la semaine précédente. Ces animaux sont d'habitude destinés en plus grande proportion à la RHD et, quand ils entrent en GMS, c'est en complément de l'offre de vaches laitières, qui sont actuellement plus nombreuses et surtout moins chères. La cotation du JB O a chuté de 6 centimes en semaine 15, à 3,23 €/kg (-4% /2019 ; -5% /2018).



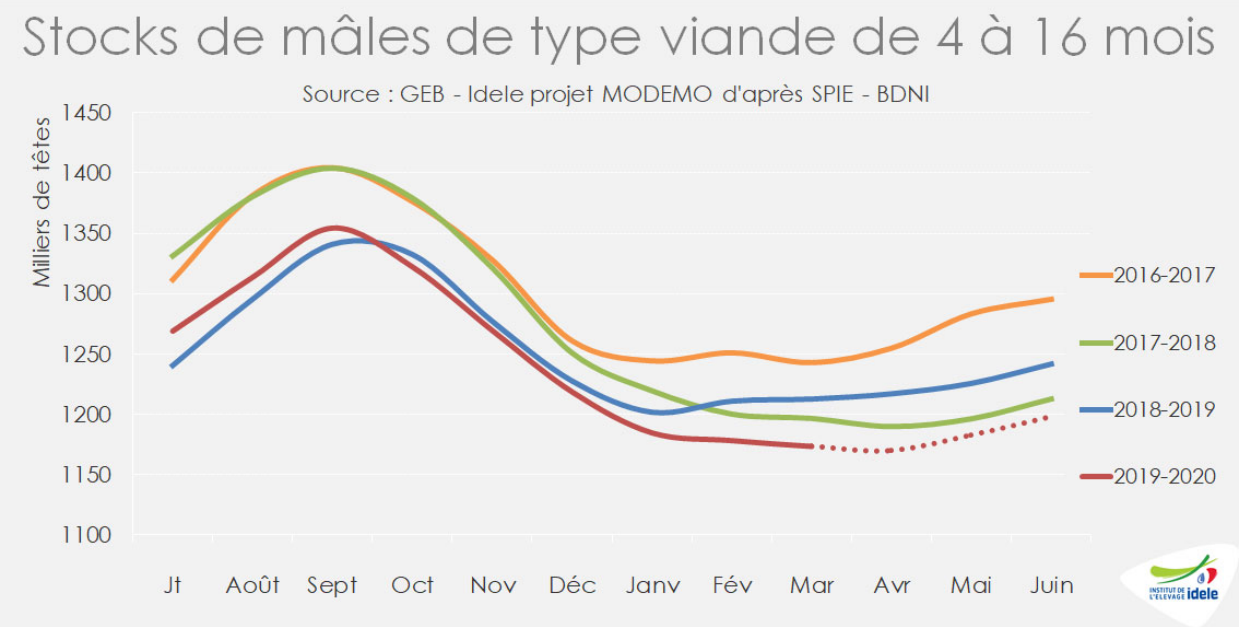
GROS BOVINS MAIGRES : Les prix restent stables

En semaine 15, la demande italienne ferme rencontre une offre limitée en broutards : les cours se maintiennent. La demande espagnole en vif français a chuté par rapport à l'an passé tandis que les envois vers les pays tiers sont très limités du fait des contraintes liées à la pandémie.

Les prix des gros bovins maigres sont reconduits en semaine 15, toujours sous leurs niveaux des deux années passées. Le Charolais U de 450 kg cotait 2,48 €/kg vif (-2% /2019 et 2018) tandis que le Limousin E de 300 kg cotait 3,03 €/kg sans changement depuis la mi-février (-4% /2019 ;-2% /2018). Les cours de la Limousine E de 270 kg et de la Charolaise U de 270 kg se sont aussi maintenus à 2,75 et 2,55 €/kg, soit respectivement -1% et -4% /2019.

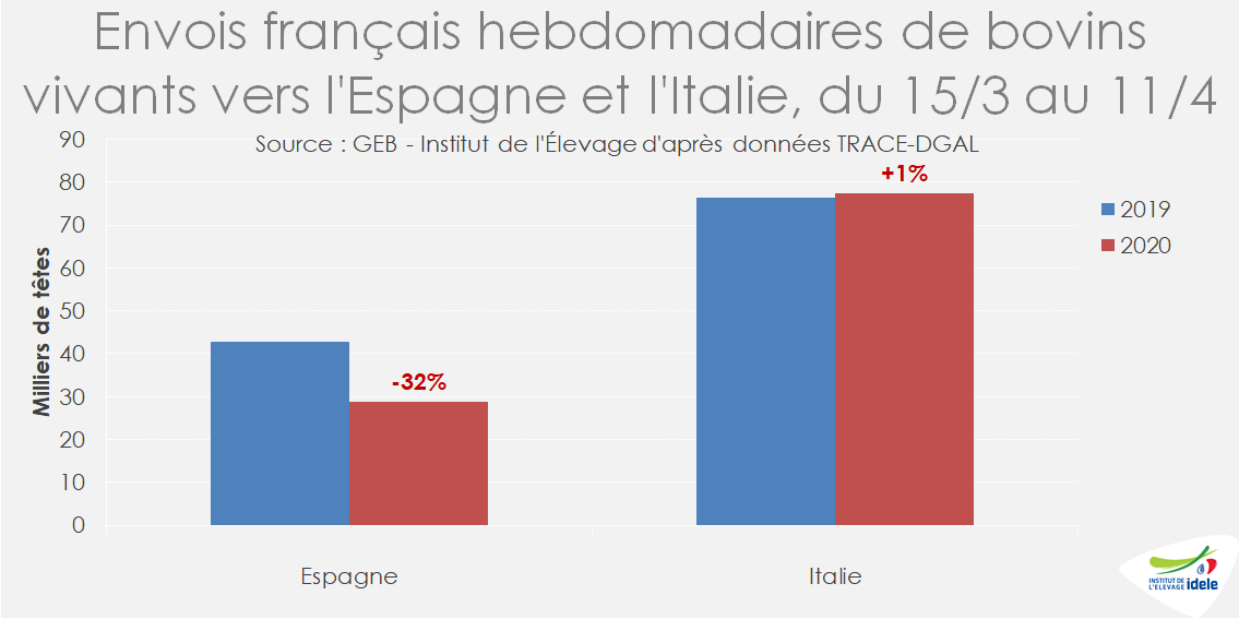


Le creux saisonnier des disponibilités est encore amplifié par le recul des naissances en 2019. La modélisation MODEMO estime que le stock de mâles de type viande de 4 à 16 mois en avril est en recul de -4% /2019 et de -2% /2018.



D'après les données TRACE transmises par la DGAL, les envois en vif vers l'Italie ont rebondi en semaine 15 (+6% /2019) portant les envois du 15 mars au 11 avril à 77 300 têtes, soit un total légèrement supérieur à l'an passé (+1% /2019). Avec la hausse des achats en GMS, où les produits « filières » font la part belle au animaux nés en France, les sorties de JB finis se sont accélérées en mars. Ainsi, même si les abattages sont actuellement un peu ralentis, il reste des places à remplir dans les ateliers d'engraissement.

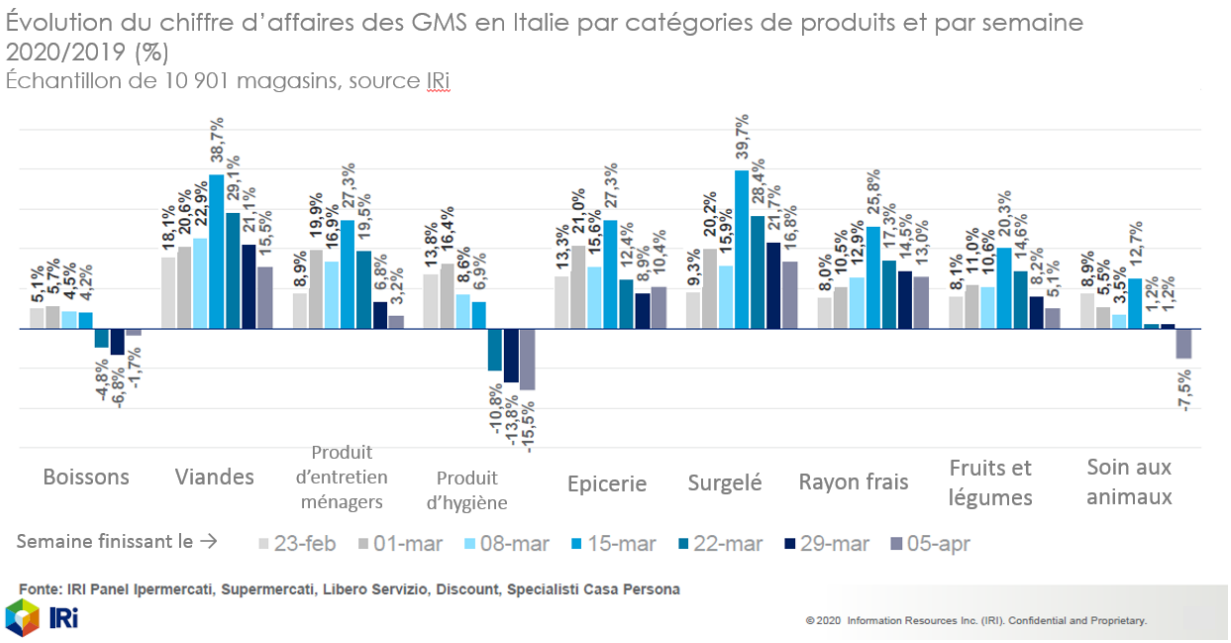
Vers l'Espagne, les envois ont rebondi en semaine 15 par rapport à la précédente à près de 6 300 têtes, mais restent très inférieurs à ceux des années précédentes. Au global sur les 4 dernières semaines disponibles (depuis le 15 mars), les exportations ont reculé de -32% /2019 à 28 900 têtes. On ne dispose pas de la part des veaux nourrissons et celle des broutards dans ce total, mais, selon plusieurs exportateurs français, les broutards sont particulièrement affectés avec des exigences de baisses de prix des engraisseurs. En effet, le marché ibérique de la viande est encombré et les prix commencent à se dégrader.



Les exportations vers les pays tiers sont toujours très limitées. Le commerce avec l'Algérie est contraint par le confinement et les difficultés financières du pays liées à la chute des prix des hydrocarbures. Les mesures de confinement ne permettant pas le bon déroulement des procédures de contrôle sanitaire habituelles, les envois vers la Tunisie sont à l'arrêt.

ITALIE : les achats restent en hausse, mais la viande importée est davantage présente dans les rayons

Les achats de viande par les ménages italiens restent en forte hausse en raison du report de la restauration sur la consommation à domicile. Après un pic à +39% /2019 en semaine 11, la hausse des achats de viandes en GMS est toutefois retombée à +15,5% en semaine 14 d'après le panel IRi.



D'après plusieurs opérateurs italiens, il semblerait que les viandes importées, notamment des globes français et irlandais, commencent à prendre davantage de place dans les rayons des GMS, à des prix très compétitifs (1€ moins cher que les globes italiens). Cela ralentirait la demande pour la viande italienne produite à partir de broutards français qui constitue en temps normal le produit « filière » des GMS, occupant le cœur des linéaires.

Les aloyaux, dont le principal débouché était la restauration, passent en vente au détail, mais au prix d'une perte de valeur. Les industriels doivent donc compter sur une revalorisation du globe pour équilibrer les prix, ce qui est compliqué dans un contexte de concurrence accrue.

Enfin, les marchés du 5ème quartier sont à la peine : le prix des peaux est au plus bas en raison de la fermeture des tanneries qui n'ont actuellement plus de débouchés (que ce soit pour l'industrie automobile ou du luxe) et les abats sont également fortement impactés par la réduction de la demande à l'export et en interne.

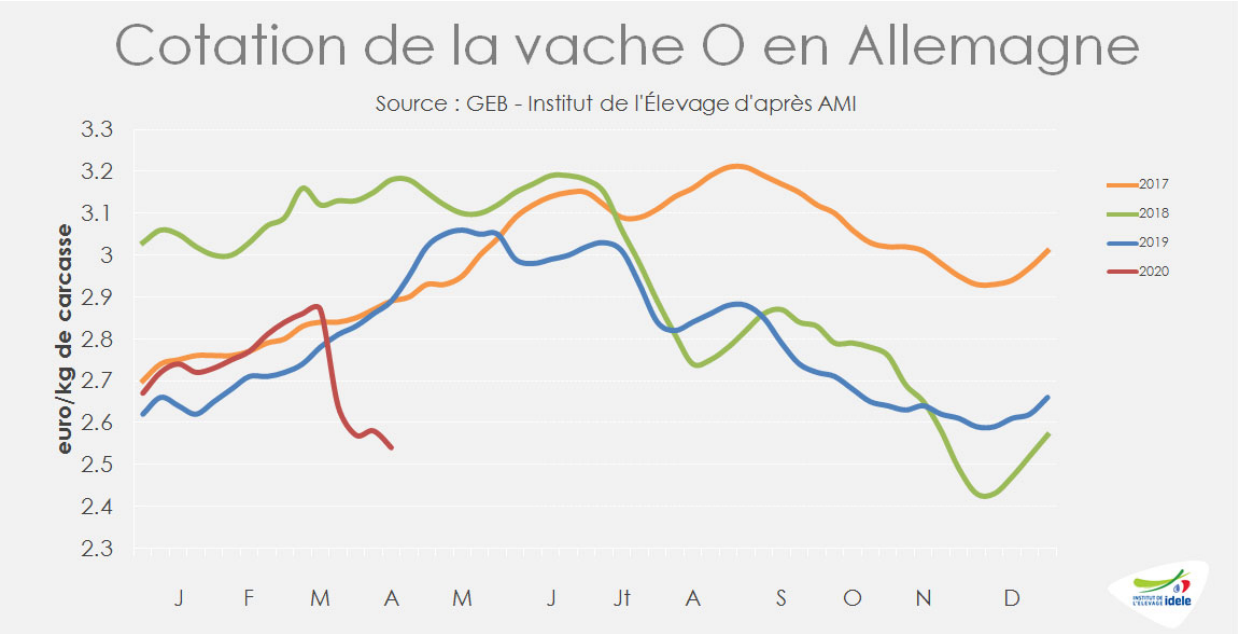
Les abattages de vaches de réformes sont réduits au strict minimum : abattages d'urgence et quelques vaches pour des approvisionnements d'appoint (plats préparés, élaborés surgelés bien qu'ils soient peu consommés en Italie). En effet, la viande de réforme est en grand majorité destinée soit à l'exportation notamment vers la France, où la demande pour la viande importée a très fortement chuté, soit au segment de la RHD pour la production de burgers (en fast-foods ou en restauration à table). Les steaks hachés achetés par les ménages sont eux le plus souvent issus de JB et génisses. Les steaks hachés surgelés, souvent à base de viande de vaches, restent très minoritaires dans les achats des ménages en Italie.

Face à la crise économique et sociale qui a déjà des impacts forts sur les revenus de certains ménages, notamment dans le Sud, le Gouvernement italien va financer des bons d'alimentation à hauteur de 400 millions d'euros, chargeant les communes de les consacrer aux personnes qui n'ont pas d'argent pour se nourrir.

Enfin, le Conseil des ministres italien a adopté lundi 6 avril un plan de soutien de 400 milliards d'euros en faveur des entreprises, afin de leur assurer des liquidités.

ALLEMAGNE : activité des abattoirs toujours faible, alors que la chute des prix n'est pas encore enrayée

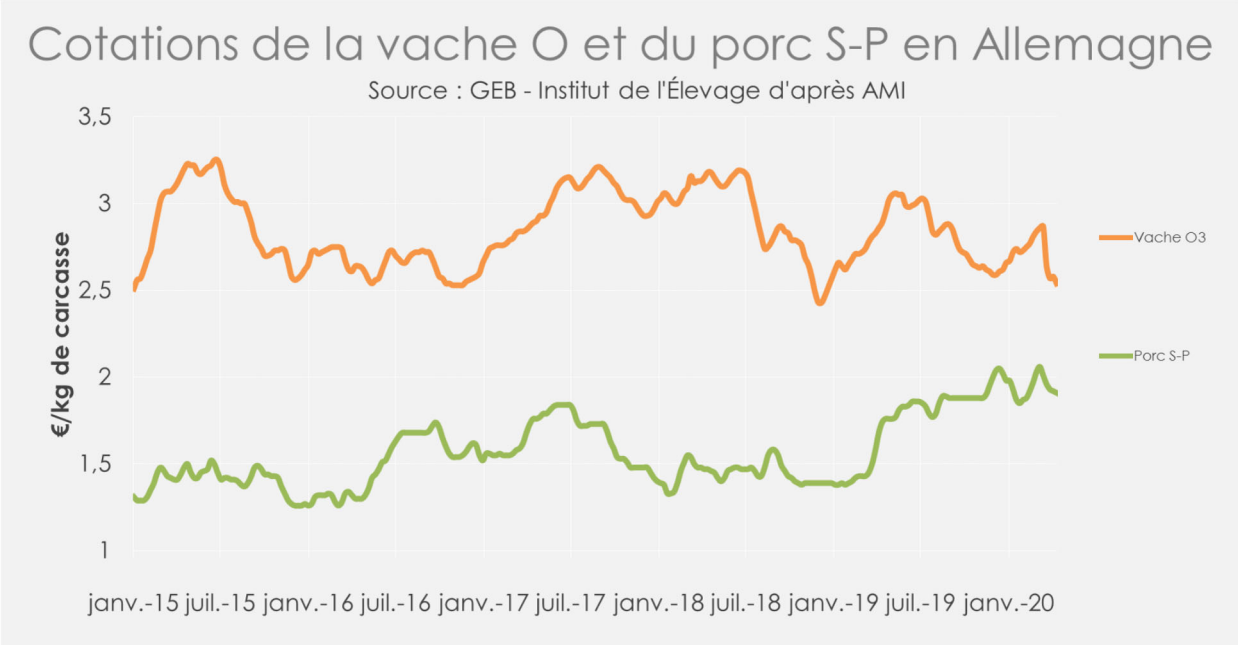
Le marché allemand est toujours sous la pression de la crise Covid-19. Les abattages demeurent limités. D'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI, les abattages de vaches sont ainsi à nouveau en retrait en semaine 15 (6 au 12 avril). Mais l'analyse à la semaine est compliquée par les fêtes de Pâques : en 2019, les 19 et 21 avril étaient fériés. En 2020, c'étaient les 10 et 13 avril. En cumul sur les semaines 12 à 15, la baisse atteindrait ainsi -11% /2019, mais avec deux jours fériés en plus.



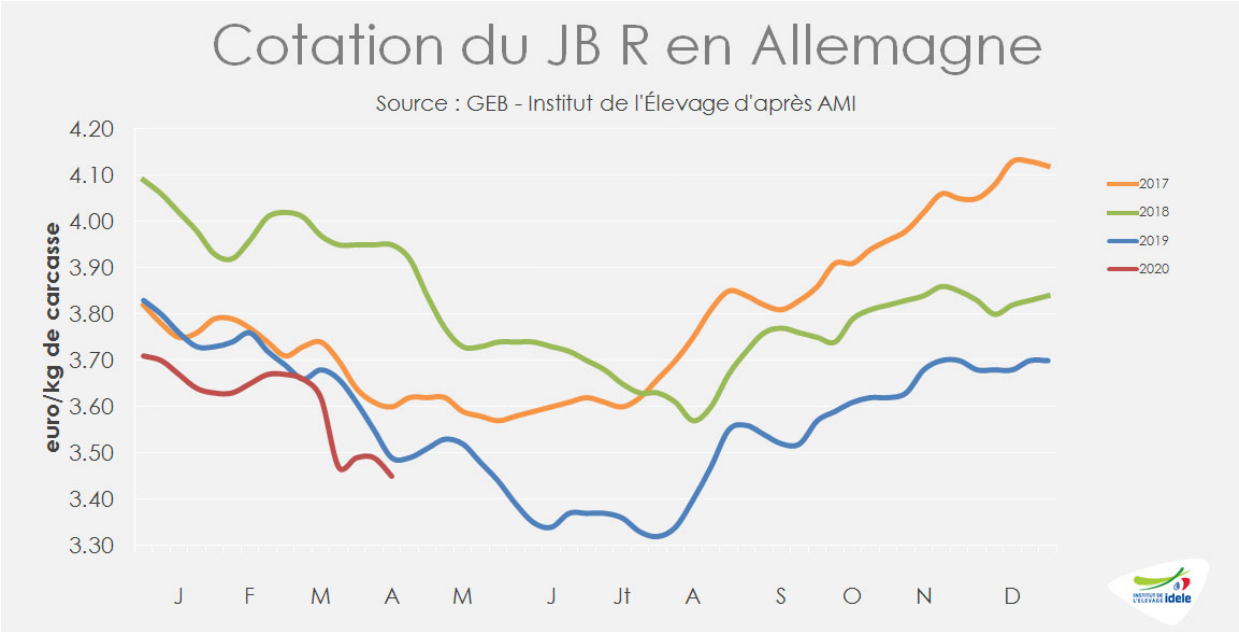
Les prix restent sous pression, en particulier pour les vaches. Après une pause en semaine 14, les cours repartent à la baisse avec la faible activité des abattoirs. La contraction du débouché RHD et les difficultés à l'export continuent de peser.

En semaine 15, le cours de la vache O a de nouveau perdu 4 centimes par rapport à la semaine précédente, à 2,54 €/kg de carcasse (-12% /2019, -20% /2018). Sur les quatre dernières semaines, la cotation a ainsi perdu 33 centimes (-11%). Les cours des vaches P et R suivent. Ils ont respectivement perdu 23 et 32 centimes en quatre semaines. Ils s'établissent respectivement à 2,12 €/kg de carcasse (-9% /2019, -18% /2018) et 2,69 €/kg de carcasse (-12% /2019, -20% /2018).

En parallèle, le commerce européen de viande porcine subit de plein fouet les effets de la pandémie de coronavirus avec des réductions d'activité et des annulations de commandes. L'Allemagne est particulièrement touchée. Le cours du porc allemand a ainsi perdu 15 centimes (-7%) depuis le début du mois de mars, à 1,91 €/kgéc. L'extension du foyer de de fièvre porcine africaine (FPA) à l'ouest de la Pologne avec plus de 200 cas identifiés pourrait peser sur le commerce allemand en cas d'expansion sur son territoire alors que la consommation chinoise semble repartir à la hausse.



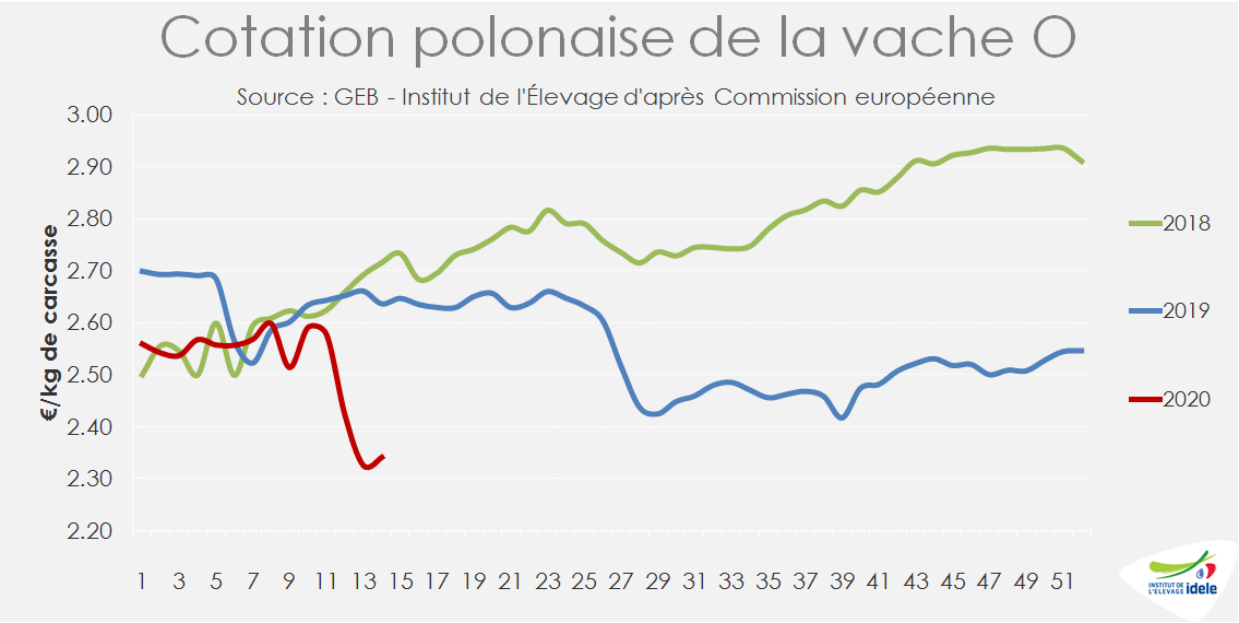
Les cotations des jeunes bovins sont également reparties à la baisse en semaine 15, face à la difficulté à trouver des débouchés en Europe, à 3,50 €/kg de carcasse pour le JB U et 3,45 €/kg pour le JB R (-1% /2019 ; -13% /2018). Comme pour les vaches, les abatteurs freinent les abattages. Ils ont reculé de 6% /2019 sur les 4 dernières semaines connues pour les JB et de 37% pour les génisses.

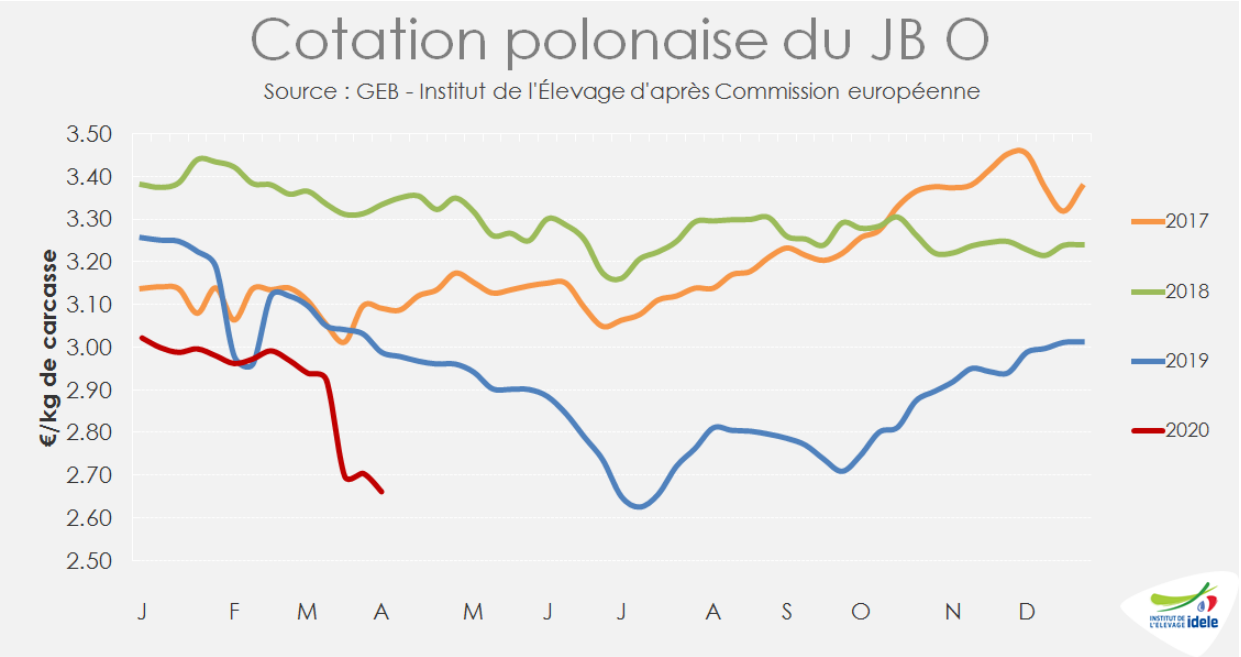


POLOGNE : la déprime continue

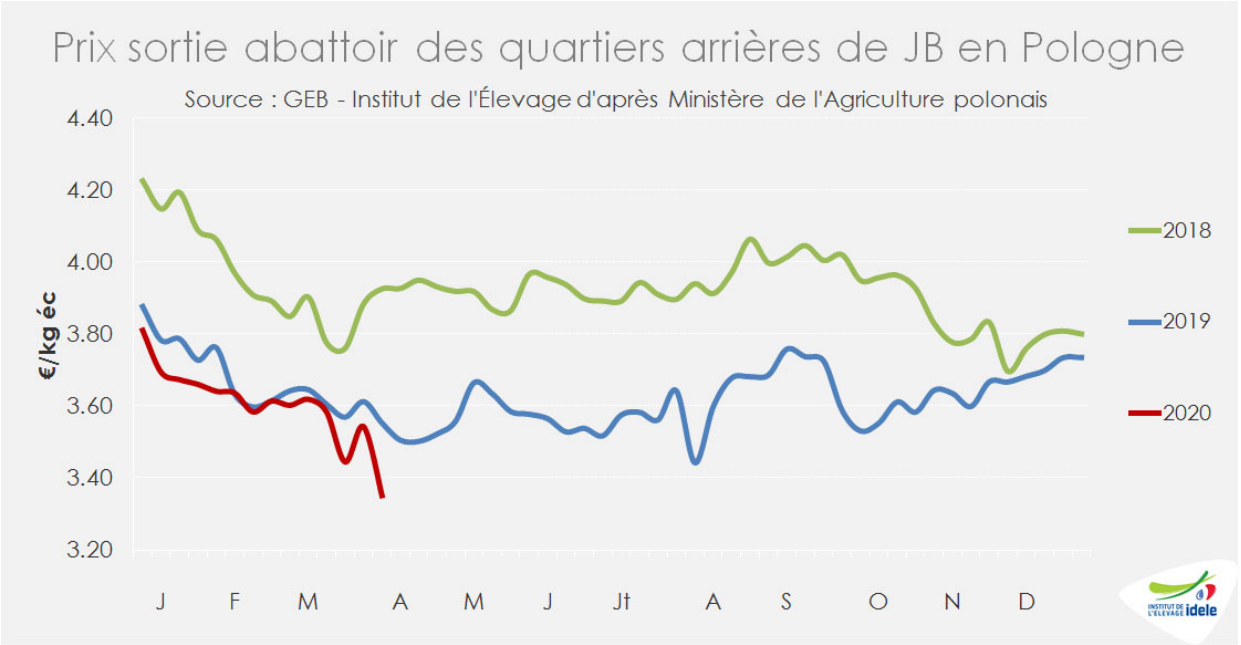
La Pologne étant très dépendante de l'exportation vers les autres États membres pour la valorisation de sa viande bovine, qui est écoulée principalement en restauration, de nombreux abatteurs ont préféré freiner la production en ne travaillant que 2 ou 3 jours dans la semaine. Après une baisse de 6% en semaine 11 par rapport à la semaine 10, les abattages de bovins se sont réduits de 36% en semaines 12. Ils ont ensuite rebondi de 14% en semaine 13 d'une semaine à l'autre, mais ont rebaissé de 2% en semaine 14.

Faute de demande, les prix à la production ont littéralement plongé. En 5 semaines, la cotation du JB O polonais a perdu 31 centimes pour tomber en semaine 14 à 2,66 €/kg de carcasse (-10% /2019 et -20% /2018). Celle de la vache O a stoppé sa baisse en semaine 14, mais à 2,34 €/kg de carcasse elle reste à un niveau très bas (-11% /2019 et -21% /2018).





Les prix sortie abattoirs sont également orientés à la baisse, notamment ceux de quartiers arrières de JB qui sont tombés à 3,35 €/kg équivalent carcasse d'après le Ministère de l'Agriculture polonais (-6% /2019 ; -14% /2018).



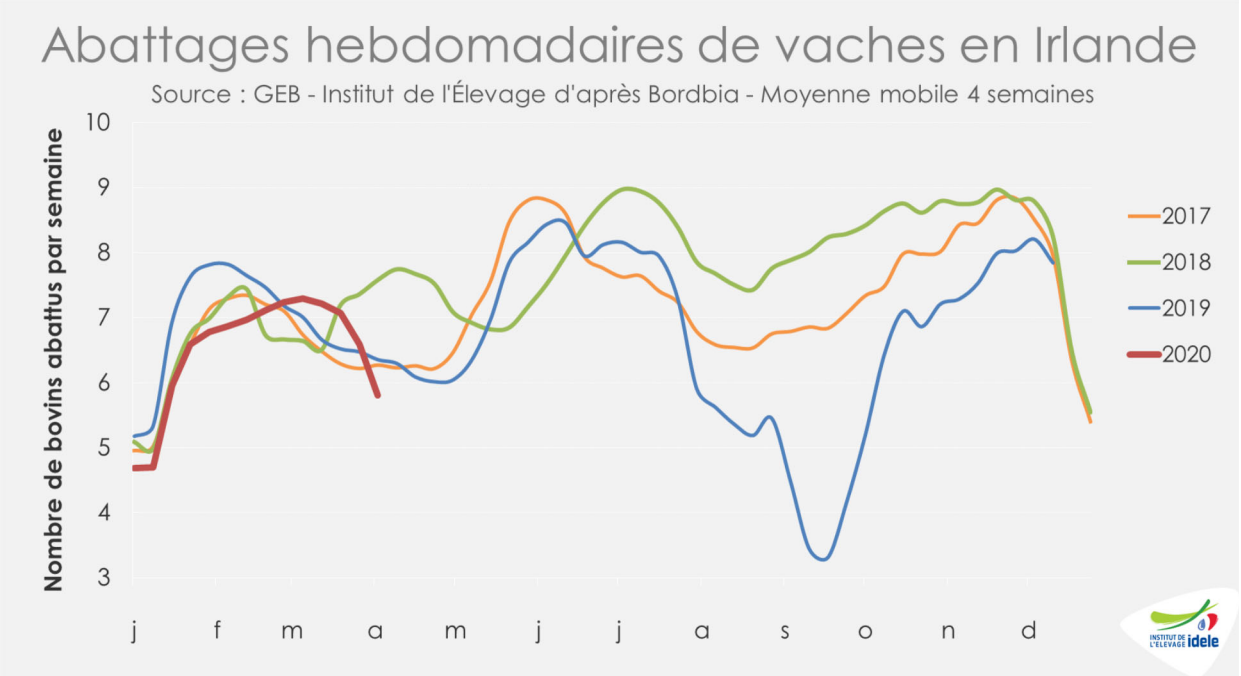
IRLANDE : entre recul des abattages et poursuite de la spirale de baisse des cours

D'après Bord Bia, les ventes de viande bovine irlandaise ont été dynamiques ces dernières semaines dans les commerces de détail et les boucheries. Cependant, les ventes sur le marché irlandais ne représentent pas 10% du débouché habituel et c'est très loin de compenser les pertes occasionnées par les pertes des débouchés notamment vers l'export (pour la RHD et la transformation). En effet, en 2019, près de 60% des exportations de viande bovine irlandaise étaient destinés à la RHD et la transformation. Actuellement, ces débouchés sont très limités sur la plupart des marchés. Les ventes de découpes d'arrière en RHD ainsi que la viande bovine destinée à la transformation et habituellement écoulée sous forme de burgers dans les grandes chaînes de restauration rapide peinent à trouver preneur, malgré d'importantes opérations de promotion, notamment vers le Royaume-Uni, l'Italie ou encore l'Allemagne.

La raréfaction des débouchés entraînerait d'ailleurs la congélation par certains opérateurs pour le report des ventes avec cependant une perte de valeur. Ainsi, toutes les catégories sont désormais concernées par la baisse des cours.

Mais avec la fermeture des principaux circuits de RHD et des exportations fortement restreintes, ce sont les prix des vaches de réforme qui subissent les plus fortes diminutions. En semaine 14, le cours de la vache O était à nouveau en chute, à 2,59 €/kg éc (+5% /2019 ; -15% /2018) soit 23 centimes de moins en une semaine (-8%). La cotation du bœuf R a perdu 11 centimes (-3%), à 3,53 €/kg éc (-3% /2019).

En semaine 15, l'indicateur hebdomadaire d'abattages de Bord Bia montre le ralentissement de l'activité des abattoirs agréés à l'export. Sur les quatre dernières semaines (12 à 15), les abattages de gros bovins ont diminué (-7% /2019). Ce sont notamment les abattages de vaches qui flanchent (-9% /2019), faute de demande. Il faut aussi souligner que la filière laitière est sans doute moins touchée en Irlande que sur le Continent, fabricant essentiellement des commodités stockables et bénéficiant du coût de production le plus bas en UE : il n'y a pas d'incitation à baisser la collecte, et les conditions climatiques sont actuellement correctes. L'activité d'abattage devrait maintenant continuer de diminuer dans les prochaines semaines d'après Bord Bia, en lien avec des disponibilités plus limitées après un 1er trimestre dynamique.



Face à cette situation difficile, l'*Irish Farmer's Association* (IFA) a réitéré ses demandes concernant notamment les secteurs bovins et ovin viande auprès du Ministre de l'agriculture le 10 avril dernier. Le Ministre a confirmé qu'il présenterait à l'UE des arguments solides en faveur de paiements directs aux éleveurs de bovins et d'aides au stockage privé pour les secteurs de la viande bovine et des produits laitiers.

L'IFA a précisé que les éleveurs de bovins ne pourront tenir jusque-là. « Le Ministre doit agir à court terme pour soutenir les producteurs de bœuf ». L'IFA demande notamment de débloquer immédiatement les 24 millions d'euros non dépensés dans le cadre du plan *Beef Exceptional Aid Measure* (BEAM). Ce plan cofinancé par Bruxelles et qui date de mi 2019, visait à améliorer la résilience de la filière de la viande bovine irlandaise, alors déstabilisée à l'aube du *Brexit*.

Pour stimuler la consommation, *Bord Bia* recentre ses campagnes de promotion. Si, comme partout ailleurs, la viande hachée se vend bien dans les supermarchés et les boucheries, l'organisation veut stimuler les ventes de découpes dans les commerces de détail. Une campagne télévisée est ainsi en cours en Irlande pour encourager les consommateurs à acheter de la viande bovine et notamment du piécé. Ailleurs en Europe, *Bord Bia* a lancé une campagne internet en Italie et une campagne en point de vente en Allemagne pour stimuler les ventes de viande bovine irlandaise.

Les opérateurs attendent désormais beaucoup du retour à l'achat du marché chinois, pays qui semble se relever de la pandémie. Le secteur de la RHD du pays, qui, en février et pendant la majeure partie du mois de mars se limitait aux livraisons, a vu en semaine 15 près de 90% des restaurants reprendre un service normal, mais avec une fréquentation réduite. C'est le cas de l'enseigne McDonald's, qui a rouvert 95% de ses restaurants en Chine.

ROYAUME-UNI : les prix des vaches dévissent, la question de la valorisation du haché se pose

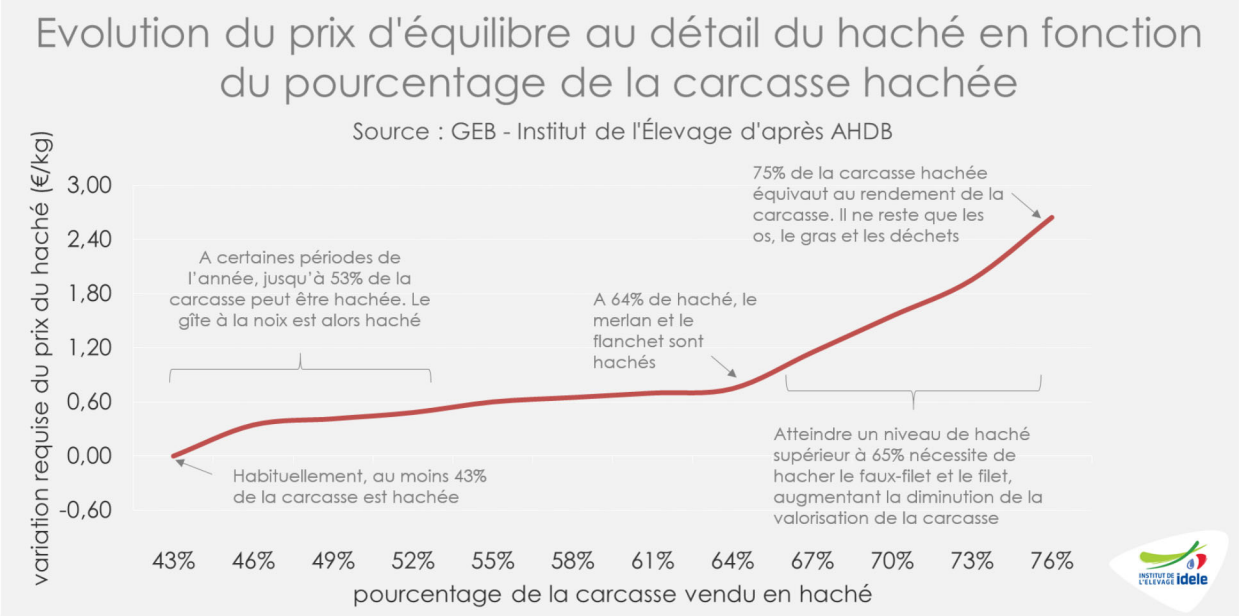
Comme au sein de l'Union Européenne, la pandémie de Covid-19 restructure complètement les modes de consommation au **Royaume-Uni**. D'après Kantar, un montant supplémentaire de 1,4 milliard de livres sterling a été dépensé par les ménages dans l'alimentaire au cours des quatre semaines se terminant le 22 mars 2020 (+22% /2019), juste avant la mise en œuvre des mesures (tardives) de confinement.

La viande, le poisson et la volaille ont nettement progressé (+24% /2019). Concernant la viande bovine, les ménages ont acheté plus de viande hachée (+45% /2019). Mais toutes les découpes de bœuf ont connu une augmentation significative des volumes achetés :+51% les rôtis, +20% pour les steaks…

Mais, en fin de période, seule la vente de haché a nettement progressé. Cette tendance se poursuit depuis et pose, comme en France, des questions d'équilibre matière. D'après *AHDB*, la question de la revalorisation du haché se pose au sein de la filière bovine britannique. Les découpes à haute valeur ajoutée (aloyau) seraient désormais stockées dans les congélateurs des industriels, à cause de la quasi-disparition de la consommation en RHD. Si les transformateurs britanniques devaient continuer de répondre à une demande croissante en viande hachée, en y intégrant des découpes plus qualitatives, cela pourrait dégrader considérablement la valeur de la carcasse sans une augmentation du prix de la viande hachée. Et pour le moment les prix au détail sont à la baisse : les prix en GMS de la viande bovine hachée maigre (-4%) comme standard (-1%) en semaine 15 reculent par rapport à la semaine 14, après avoir stagné pendant 3 semaines.

En temps normal et en moyenne au Royaume-Uni, 43% du poids de la carcasse, soit environ 57% de la viande bovine nette, sert à faire de la viande hachée même si cette proportion est variable suivant les opérateurs et la saison (32% de la carcasse sert à la production d'autres découpes, les 25% sont les os, le gras, les pertes diverses dont celles liées à la maturation). Cette proportion peut augmenter jusqu'à 53%. D'après une étude d'*AHDB*, augmenter de 10% la part de carcasse hachée, sans revalorisation, entraînerait une baisse du prix de détail moyen de la carcasse d'environ 79 £/tête (91 €) pour une carcasse de 345 kg.

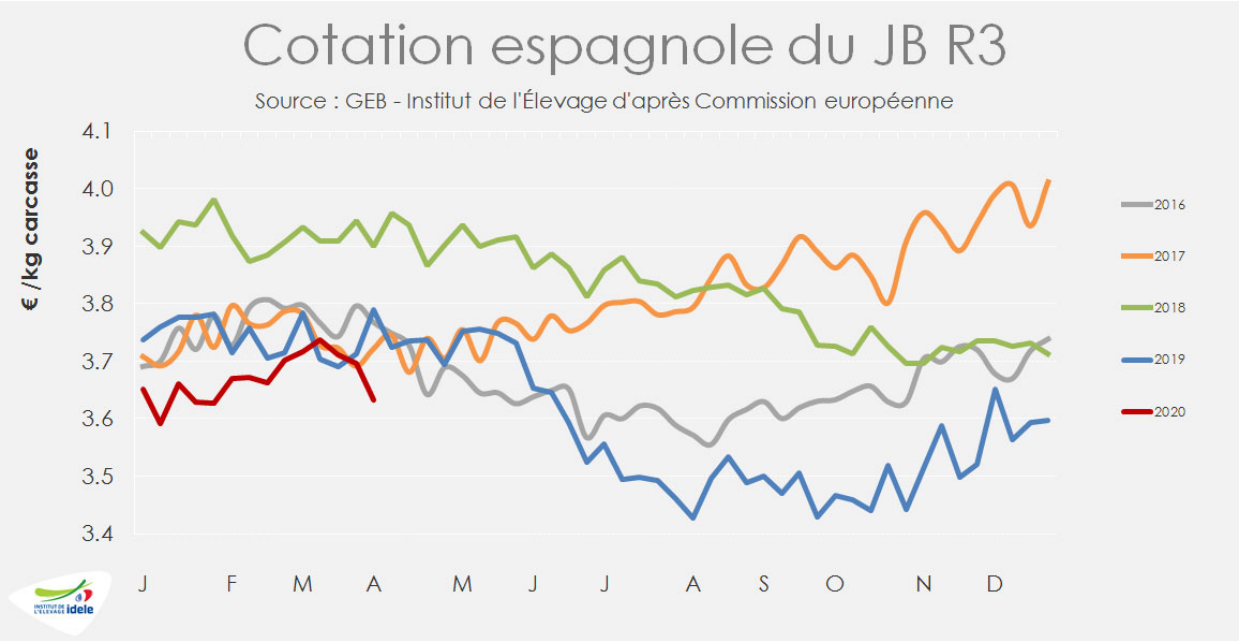
L'analyse d'*AHDB* propose également un barème de variation du prix en fonction de l'évolution de la proportion de carcasse hachée. Par exemple, avec un niveau de carcasse hachée de 64% (soit 85% de la viande nette), le prix de détail moyen de la viande hachée devrait augmenter de 0,65 £/kg (0,75 €) pour compenser la perte liée à l'intégration de découpes plus qualitatives :



En attendant, les cotations des différentes catégories de bovins sont impactées de manière différente, mais le marché est sous pression. En devise locale, les cotations des génisses se maintiennent mais celles des bœufs baissent légèrement. Par contre, les cours des vaches de réforme poursuivent la chute entamée en semaine 13. En effet, la viande de vache est souvent exportée et la demande à l'export a fortement chuté via des difficultés logistiques et de changement de comportement des consommateurs. De plus, la demande au Royaume-Uni change également en raison du transfert de la RHD vers le commerce de détail et cela affecte particulièrement le marché de la vache actuellement. Il existe actuellement une très forte demande en viande hachée sans hausse de prix. En semaine 14, le cours de la vache O chute en livres comme en euros. Il atteint ainsi 2,70 €/kg (-8% /2019 ; -17% /2018), soit 9 centimes de moins en une semaine (-3%).

ESPAGNE : les prix commencent à faiblir

En **Espagne**, l'export de bovins finis vers le bassin méditerranéen se maintient à l'approche du Ramadan. Mais cela ne suffit plus à contrebalancer la forte pression exercée sur les prix des carcasses. Le report de la restauration vers la consommation à domicile n'est en effet pas total et les ventes de carcasses vers l'Italie et l'Algérie subissent un coup de frein. En semaine 14, la cotation du JB R3 a perdu 6 centimes pour tomber à 3,63 €/kg de carcasse (-4% /2019 ; -7% /2018). Celle du bovin de 8-12 mois R3 (catégorie Z) a perdu 5 centimes pour tomber à 3,79 €/kg, contre 3,92 en 2019.



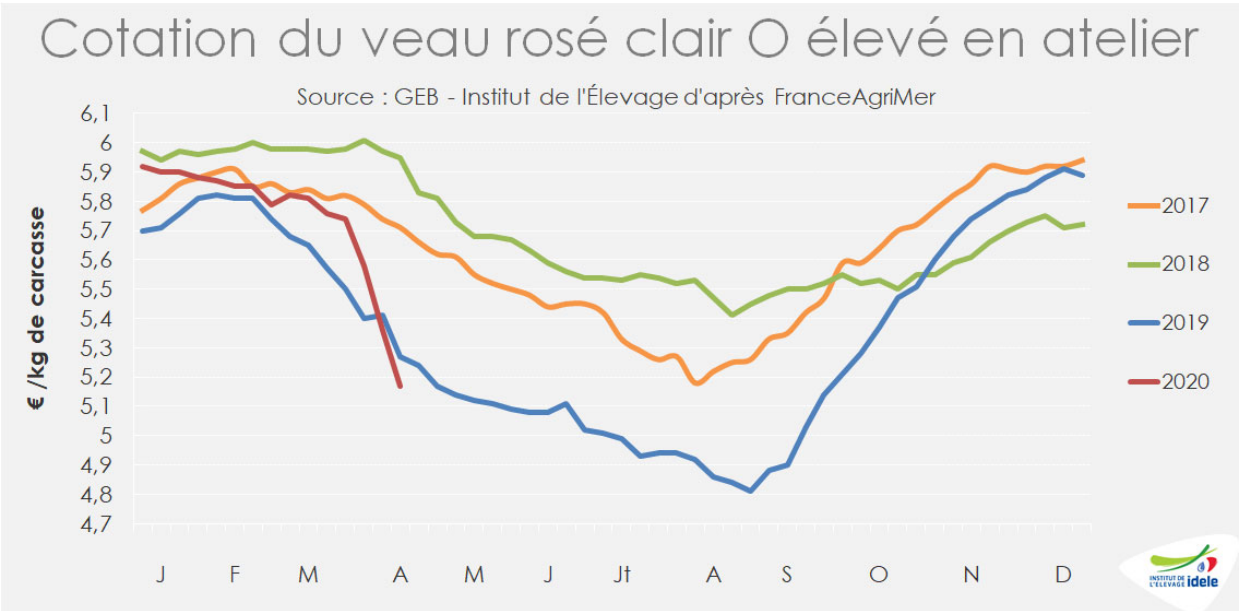
VEAUX : la filière se mobilise dans un marché dual

Après le coup d'arrêt brutal en semaine 13, les abattages de veaux sont en moindre recul en semaine 14 et se rétablissent quelque peu en semaine 15. Le marché reste très difficile pour le veau O alors que les conformations supérieures souffrent moins de la crise. La filière compte sur la campagne de communication lancée en semaine 16 pour stabiliser la situation.

Mi-avril, les difficultés logistiques et l'indisponibilité du personnel restent surmontables pour la filière veau. Néanmoins avec la fermeture des débouchés RHD et la demande chaotique en grandes surfaces, les abattages ont accumulé un important retard à partir de la semaine 13. La période de Pâques est en outre peu propice à la communication sur le veau. Les veaux non abattus s'alourdissent dans les élevages, ce qui renforce l'excès d'offre et compliquera la sortie de crise.

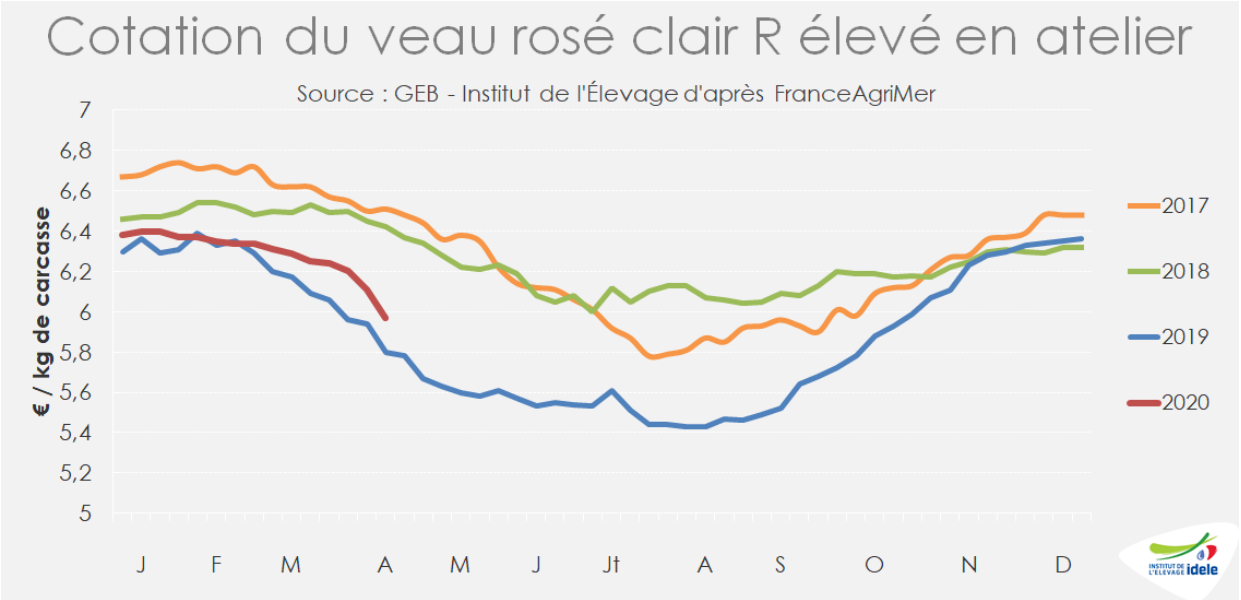
Le veau O en crise

La crise est particulièrement violente pour le veau de boucherie O très exposé à la contraction du marché de la RHD. En seulement 3 semaines, la cotation du veau rosé clair O élevé en atelier a cédé 57 cts (-10%) pour repasser sous son déjà très bas niveau de 2019. En semaine 15, elle s'établissait à 5,17 €/kg carcasse, soit un repli de 10 cts par rapport au niveau dégradé de 2019 et de 78 cts par rapport à 2018.



Le veau R en partie préservé

Sur les conformations supérieures, les évolutions sont moins brutales et plus proches d'une chute saisonnière, classique dans le veau. Pour les animaux de conformation R, principalement valorisés en GMS et boucherie, l'exposition à la crise n'est pas directe. Le repli des cours commence néanmoins à se faire sentir : la cotation du veau rosé clair R a perdu 14 cts en semaine 15 (-2%) et s'établit désormais à 5,97 €/kg (-23 cts/semaine 13). Elle reste donc supérieure à 2019 (+17 cts ou +3%), mais s'éloigne de plus en plus de son niveau de 2018 (-45 cts, soit -7%).



Afin de relancer et stabiliser les commandes des distributeurs, l'Interprofession a lancé une campagne de communication dès le lendemain de Pâques en boucheries et en supermarchés. L'objectif est de maintenir la présence du veau dans les linéaires et sur les étals, menacée par le manque de personnel qui pousse les magasins à concentrer leurs efforts sur les principaux segments de viande en volume (viande bovine, certaines découpes de porc, poulet…). Cette simplification est aussi une réponse au passage plus rapide des clients qui ne veulent pas passer trop de temps en magasin et qui plébiscitent le Drive lorsqu'il est proposé. Cette action de mise en avant sera suivie par celle du veau de la Pentecôte fin mai.

Des mises en place au ralenti

Dans ce contexte, les intégrateurs annoncent un net ralentissement des mises en place, du fait du retard des abattages et en anticipation d'un probable afflux d'offre en France comme aux Pays-Bas à la reprise de l'activité. Néanmoins, la baisse actuelle des cours des poudres de lait et de lactosérum qui se confirme (voir focus Lait de vache) réduira sensiblement les coûts de production dans les mois à venir. Ceci pourrait encourager les mises en place des prochaines semaines en vue du marché hivernal.

Pays-Bas : la filière essaie de passer la crise

La filière veaux de boucherie néerlandaise tourne toujours au ralenti, en lien avec la fermeture des débouchés RHD en France, en Italie et en Allemagne. Les abattages seraient en recul de plus de 50% depuis plusieurs semaines. Une partie des veaux rosés, souvent élevés hors intégration, est déjà promise au marché du JB, du fait du dépassement de la limite d'âge (8 mois). L'Interprofession néerlandaise en lien avec l'Union Européenne du Commerce du Bétail et des Métiers de la Viande (UECBV), a sollicité une aide au stockage privé auprès de la Commission Européenne. Par ailleurs elle a lancé une campagne de communication visant le marché national : les 17 millions de néerlandais consomment en effet très peu de veau (95% de la viande est exportée). Enfin le groupe Vandrie, qui abat la majorité des veaux, propose nouvellement via sa filiale Alpuro de la viande de veau surgelée en caissette.

Veau nourrisson : les débouchés continuent de s'effriter

Tout comme en semaine 14, FranceAgriMer n'a pu établir de cotation pour les veaux nourrissons en semaine 15 faute d'effectifs sur les foirails. Plusieurs marchés sont fermés ou désertés par les opérateurs qui privilégient le travail sur leur centre de tri afin de réduire l'exposition de leurs salariés au Covid-19. Les difficultés logistiques et l'absentéisme semblent toutefois surmontés par les opérateurs. En dehors des gestes barrières, la situation sanitaire ne génère pas de contraintes réglementaires pour le transport des veaux nourrissons en France et vers l'Espagne ou l'Italie.

La demande en veaux nourrissons est en berne. Par prudence, mais aussi en anticipation de l'excédent actuellement stocké sur pieds ou en frigos, les intégrateurs continuent de limiter les mises en place en France et le retard des abattages ralentit l'installation des bandes prévues.

Par ailleurs, le marché espagnol montre des signes de faiblesse sur les dernières semaines avec une division par deux des envois de bovins (dont principalement des veaux, voir article Broutards), le ralentissement général du marché de la viande limitant fortement la demande.

Le mois d'avril est pourtant traditionnellement le mois où l'offre française en veaux laitiers est la plus limitée : 214 000 naissances en avril 2019 contre 378 000 en septembre 2019. L'offre devrait rester à l'étiage jusqu'à fin mai. Un redressement de la consommation de veau en France dans les semaines à venir serait néanmoins bienvenu pour espérer une meilleure valorisation des veaux nourrissons.

Lait de vache

Le Covid-19 amorce une nouvelle crise laitière mondiale

En France comme dans la plupart des pays confinés, les filières laitières affrontent d'importants bouleversements de leurs débouchés, report de consommation de la RHD vers la grande distribution ; ralentissement des exportations, qui provoquent en somme un ralentissement de la demande. En France comme en Allemagne les transformateurs laitiers incitent les producteurs laitiers à la modération.

La dégradation de la conjoncture est encore plus violente aux États-Unis et au Royaume-Uni, où un nombre croissant d'éleveurs laitiers doivent jeter du lait faute de débouchés.

Face à l'excès de ressource laitière, les fabrications de produits de report (poudre maigre et beurre) sont relancées, les stocks grossissent de nouveau et les cours s'effondrent.

Consommation : Bond des ventes de produits laitiers en GMS

Le confinement des Français et la chute d'activité de la RHD ont logiquement boosté les ventes de produits laitiers dans la grande distribution (hypermarchés, supermarchés, proximité et e-commerce). Sur les semaines juste avant confinement (S11) et après le confinement (S12), les ventes de laits conditionnés en supermarchés et hypermarchés ont bondi, en volume comme en valeur, de +71% /2019, selon les données IRi-CNIEL. Celles de beurre et de crème ont aussi fortement progressé, respectivement +61% et +52% en S12 /2019. Les achats d'ultra-frais, produits à DLC courte, ont plus modérément progressé (+23% en S11 et en S12 en volume). En semaines 13 et 14, les achats de produits laitiers par les ménages ont été moins abondants, mais encore nettement supérieurs à ceux de 2019 (+33% en beurre, +36% en crème, +9% en laits conditionnés et +12% en ultra-frais).

Des achats supérieurs au report de consommation depuis la RHD

Hormis les ultra-frais, les ménages ont constitué des stocks de précaution. Car leurs achats supplémentaires, des semaines 11 à 14, ont largement dépassé la consommation de produits laitiers en RHD. Selon nos estimations, la consommation de produits laitiers en RHD se situait dans une fourchette comprise entre 18 et 20% de la consommation de produits laitiers à domicile en 2017.

Les fromages AOP délaissés

Les ventes de fromages en hypermarchés et supermarchés au rayon libre-service ont aussi fortement progressé, de +30% /2019 en volume comme en valeur (moyenne sur les semaines 11 à 14), toujours d'après IRi-CNIEL. Toutefois la croissance est bien moindre si on intègre l'activité des rayons à la coupe (non couverts par IRi) de même que les circuits traditionnels (crèmeries, halles, marchés) qui ont subi des chutes d'activité suite au confinement. Toujours selon IRi, les ventes de produits laitiers au rayon à la coupe ont reculé de 12% en valeur sur la même période.

Les fromages frais les plus fragiles, les fromages affinés, comme les fromages de garde AOP ont été délaissés. Le climat anxiogène a incité les ménages à privilégier les fromages râpés et les fromages tranchés et emballés sous vide et les fromages fondus.

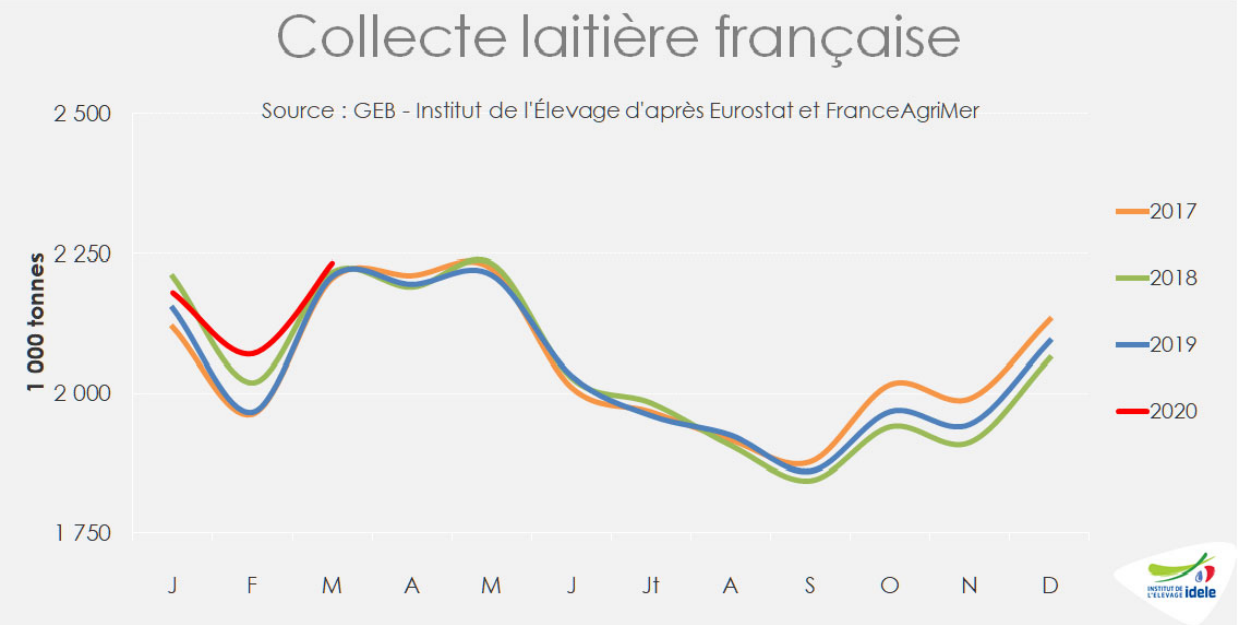
Les fromageries artisanales situées dans de nombreux bassins AOP sont les principales victimes de la chute de commande de 25 à 60%, selon les fromages et les entreprises, entre la première et la deuxième quinzaine de mars. Les producteurs fermiers sont les plus impactés. Face à la chute d'activité, certains innovent avec la mise en place de plateformes d'achat, de livraisons à domicile, de ventes de proximité aux supermarchés en milieu rural.

Les grands groupes laitiers, tous fabricants de fromages, sont mieux armés pour affronter cette crise sans précédent et adapter leurs offres aux chamboulements des flux et aux besoins des ménages confinés. Présents dans toutes les familles de produits, ils peuvent orienter la ressource laitière en fonction des besoins du marché intérieur. De plus ils disposent des capacités de transformation du lait excédentaire en produits de report (beurre et poudre maigre).

Collecte en France : hausse saisonnière ralentie début avril

En première semaine d'avril (S14) la collecte laitière française s'est tassée de -1% / 2019 d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Cette inflexion met fin à trois mois de croissance modérée. En hausse de +1% /2019 en mars, toujours d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer, la production laitière connaissait une hausse saisonnière plutôt ferme grâce à une météo douce : propice à la pousse de l'herbe et à une mise à l'herbe précoce des troupeaux laitiers. En somme la collecte au 1er trimestre était remonté au niveau la moyenne des cinq dernières années.

Le tassement de la collecte nationale début avril s'explique surtout pour des raisons météorologiques. Les nuits fraîches, la baisse des températures et l'absence de pluviométrie auraient ralenti la production herbagère. cette météo moins favorable apparaît comme une aide à la modération des livraisons demandée par les transformateurs. Confrontées aux chamboulements des marchés provoqués par le Covid-19, ils ont envoyé des signes plus ou moins forts à leurs livreurs, à quelques semaines du pic de lactation (fin avril – début mai).



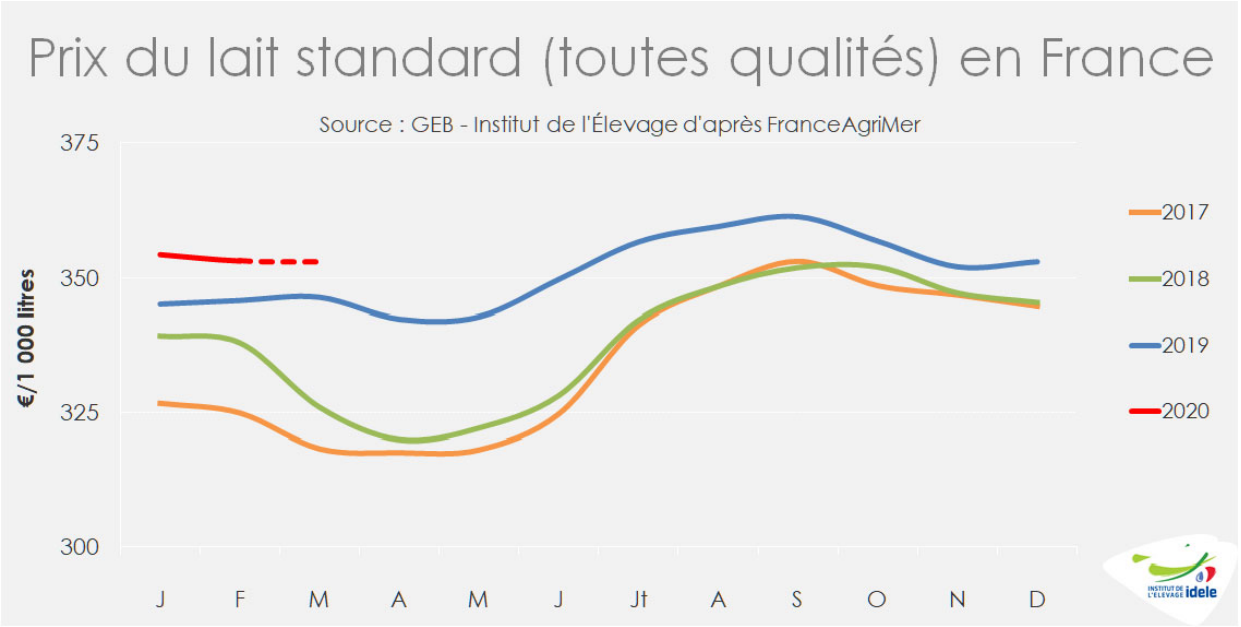
L'évolution de la collecte dans les semaines suivantes d'avril et en mai sera déterminante pour limiter les laits excédentaires toujours importants lors du pic de lactation. Elle devrait significativement baisser d'une année sur l'autre en montagne suite aux décisions drastiques prises par les Organismes de défense et de gestion (ODG) des AOP fromagères, d'autant que la pousse de l'herbe risque de rapidement ralentir. En plaine, le ralentissement de la collecte s'annonce moins net, compte tenu des stratégies variées des collecteurs, même si le CNIEL propose d'indemniser tous les éleveurs qui réduiraient leurs livraisons mensuelles d'avril (de -2 à -5% /2019) à un prix de 320 €/1 000 l. Le principal levier utilisé sera la réduction des aliments concentrés.

Toutefois l'évolution de la météo sera déterminante. Si la sécheresse s'installe, l'infléchissement de la collecte amorcé début avril devrait se poursuivre. En revanche, avec une pluviométrie plus conforme à la normale notamment sur la façade atlantique, la production laitière pourrait au plus se maintenir dans les bassins laitiers de l'Ouest et du Nord.

Baisse prononcée du prix du lait au printemps

Tous les grands groupes laitiers invitent leurs livreurs à la modération dans les livraisons printanières. Certains ont pris des dispositions plutôt incitatives dont les modalités diffèrent selon les laiteries (Focus Lait de vache Tendances 311). Eurial, Savencia, Sodiaal appliquent un malus ou pénalité sur le prix du lait payé au printemps pour modérer la collecte printanière, compensé dans certains cas d'un bonus sur le prix payé en été pour encourager la production lors du creux saisonnier. Leur mix-produit varié et la diversité de leurs débouchés leur permettent de mieux résister à la modification profonde de la demande que les sociétés laitières très spécialisées.

Certaines coopératives de collecte sont contraintes de réduire drastiquement leur collecte. Elles subissent des baisses de commande de transformateurs français et européens eux-mêmes confrontés à des excédents de lait. Par exemple l'Union Laitière de la Meuse (ULM) impose une réduction collective de 5% de la collecte d'avril et mai à tous ses adhérents plus une baisse supplémentaire de 2,5% pour ceux en dépassement sur la collecte de mars de plus de 10% /2019, et une baisse de 5% pour ceux en dépassement de plus de 20% toujours sur celle de mars (soit une baisse de -12,5% dans ce cas). La coopérative a décidé d'acheter les volumes excédentaires au prix symbolique de 1 €/1 000 litres.



Avec de telles dispositions, le prix du lait payé par ces laiteries au printemps s'infléchira plus ou moins nettement de -15 à -30 €/1 000 l par rapport au prix de base versé au printemps 2019. Pour les autres laiteries il sera au plus égal au niveau du printemps 2019. En somme, le prix du lait standard (moyenne nationale toutes qualités confondues) se situera probablement à mi-chemin entre 2018 et 2019, après avoir été nettement supérieur au 1er trimestre et stable à 355 €/1 000 l.

Les produits laitiers bios très prisés

Depuis le début du confinement, les produits biologiques conservent leur attrait et connaissent des croissances particulièrement prononcées dans les différents circuits de vente auprès des ménages. Certaines enseignes spécialisées ont même déployé des offres *Drive* pour répondre aux attentes des consommateurs. En semaine 12, celle du début de confinement des Français, les ventes de produits biologiques ont ainsi été supérieures de +63% à leur niveau de 2019 quand les produits conventionnels connaissaient eux une croissance de +40% selon Nielsen.

Les produits laitiers, qui pèsent pour environ 12% des achats de produits alimentaires biologiques par les ménages, ont plutôt bénéficié du confinement et du retour des consommateurs aux produits basiques tels que les laits liquides, le beurre ou la crème. Ces produits pèsent pour une part importante du mix-produit de la filière lait bio, une filière qui est par ailleurs peu dépendante des exportations et n'est donc pas soumise à la même pression que la filière lait conventionnelle.

Pour autant, avec l'afflux de lait des deux dernières années (le milliard de litres sur 12 mois glissants a été atteint courant mars soit +67% en trois ans), la régulation des volumes apparait comme inévitable pour les principaux collecteurs afin de limiter le déclassement de lait, notamment au printemps lors du pic saisonnier de production. Les différentes Organisations de producteurs (OP), commerciales comme non-commerciales, ont ainsi relayé les messages de modération des livraisons demandés par les transformateurs laitiers.

Des évolutions divergentes dans le monde

En **Allemagne**, après un recul en semaine 13, les livraisons de lait en semaine 14 (qui se termine le 05 avril) sont en hausse d'une semaine sur l'autre et par rapport à 2019 (+0,7%). Cependant, la teneur en MSU a diminué sur les deux premiers mois de l'année. Une semaine après la France, la ministre allemande de l'Agriculture a écrit à la Commission européenne pour demander à l'UE de soutenir le stockage privé de poudre de lait.

En **Irlande**, la baisse des cours du beurre et de la poudre accentue la pression sur les laiteries. La majorité des grands transformateurs, à l'exception de Dairygold, ont donc finalement procédé à des baisses de prix, sur les livraisons de mars. Glanbia, Kerrygold et Lakelands ont réduit leur prix pour le lait livré en mars d'environ 2 centimes/litre. Mais aucune demande de contenir la production de lait n'est pour l'instant envisagée.

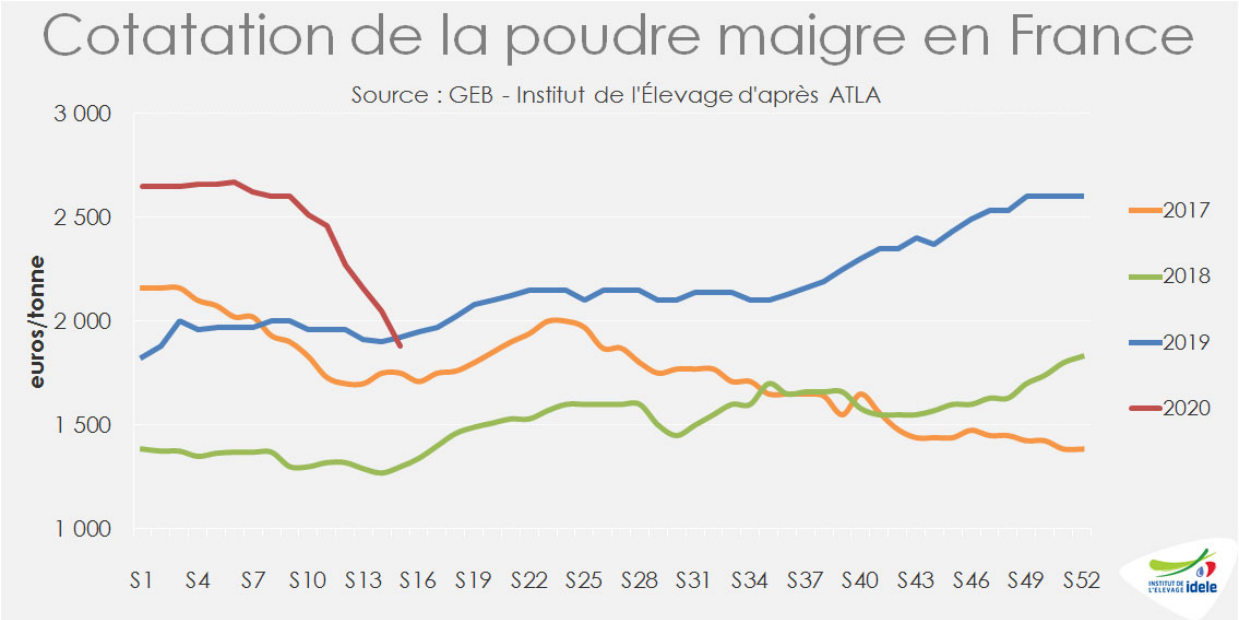
Au **Royaume-Uni**, les livraisons de lait ont repris leur tendance baissière en mars (-2% /2019 d'après les données d'AHDB). Les volumes de lait non collectés correspondraient à la production d'environ 300 fermes, sachant que de nombreux éleveurs continuent à livrer leur lait à des prix en baisse.

Aux **États-Unis**, les associations d'éleveurs et les collecteurs estiment que l'offre de lait excède la demande d'environ 10%. De son côté, *Dairy Farmers of America* mentionne qu'entre 10 000 et 14 000 tonnes de lait seraient quotidiennement jetées par les éleveurs étatsuniens. L'heure est aux idées pour trouver de nouveaux débouchés au lait en suprlus, sachant que 45% du fromage et environ 60% du beurre sont consommÃ©s dans la RHD.

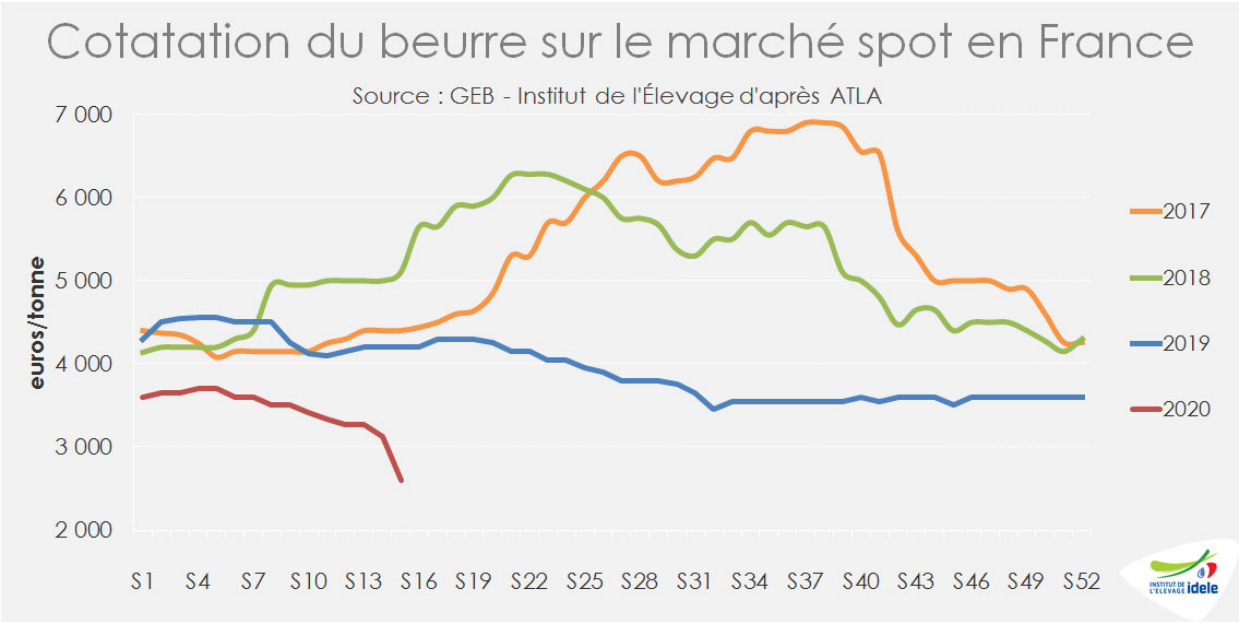
L'une d'entre elles consiste à demander aux industriels de rajouter du fromage dans leurs pizzas, burgers, sandwichs… Une autre serait de demander à l'État fédéral d'acheter des produits laitiers pour les distribuer aux banques alimentaires. L'*USDA* a également décidé d'assouplir certaines règles concernant les programmes de gestion des risques, comme de prendre en compte dans les calculs les volumes de lait jetés par les éleveurs.

Accélération de la chute des cours des ingrédients laitiers

Le déséquilibre croissant entre offre et demande a accéléré la baisse des cours de la poudre maigre. La cotation ATLA a encore perdu 170 € en semaine 15, soit -720 € en six semaines, pour repasser sous son niveau de 2019 à 1 880 €/t (-40 € /2019 soit -2% /2019). À un tel rythme de baisse, elle pourrait retomber au prix d'intervention (1 698 €/t) avant la fin avril.



Après avoir bien résisté, le cours du beurre chute pour la deuxième semaine consécutive. La cotation ATLA a perdu 520 €/t en semaine 15. A 2 600 €/t, elle se retrouve 38% sous son niveau de 2019 (-1 600 €).



Ces évolutions se retrouvent également au niveau européen, où la cotation du beurre a perdu 300 €/t entre mi-février et début avril (semaine 14), à 3 300 €/t, et celle de la poudre maigre près de 500 €, 2 100 €/t.

Outre-Atlantique, le cours du beurre a perdu plus de 30% entre début mars et début avril, pour afficher 2 700 $/t. Les fabrications de beurre sont très élevées, les usines tournant à pleine capacité, et abondent des stocks déjà importants, alors que les débouchés à l'export ne sont pas suffisants. Le prix de la poudre maigre a reculé de près de 25% sur la même période. Enfin, le cours du cheddar a baissé de plus de 20% alors que les fabrications sont en hausse.

A l'inverse, les cours du beurre et du cheddar océaniens n'ont pas reculé entre début mars et début avril et ceux de la poudre maigre n'ont cédé que 4%. Le marché océanien semble profiter de la baisse de production en Nouvelle-Zélande et du retour aux achats de la Chine.

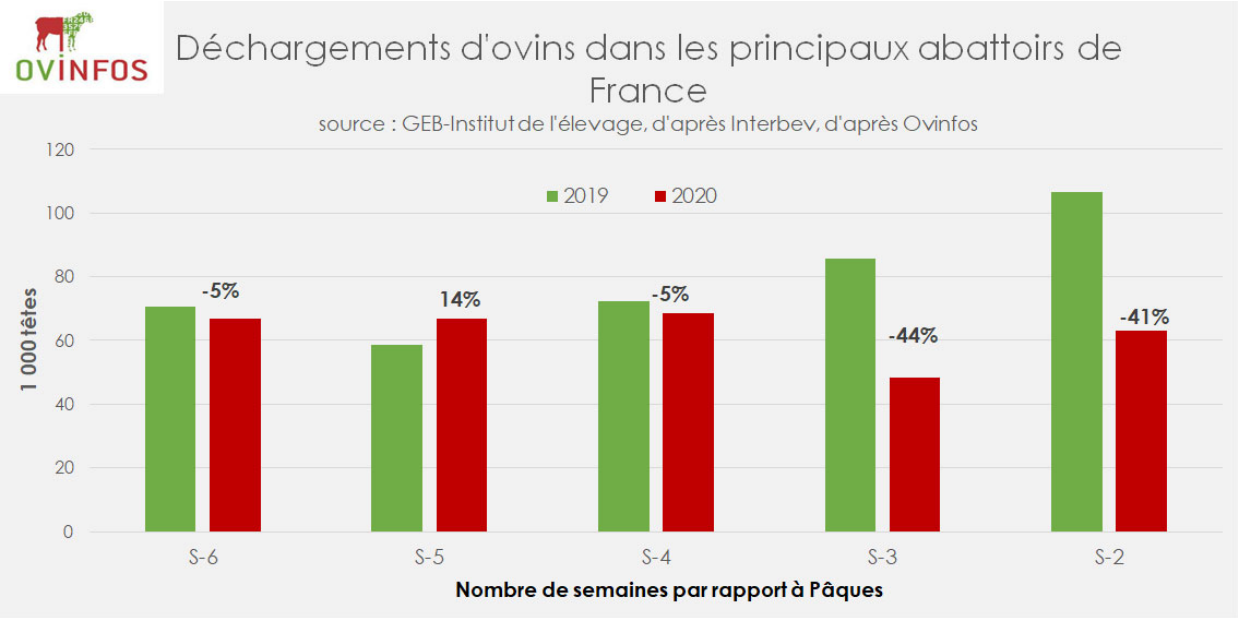
Viande ovine

Effets du Covid-19 sur la filière viande ovine à la veille de Pâques

Le confinement de la population a totalement bouleversé les habitudes de consommation des français à l'approche de Pâques. Comme pour beaucoup de pays producteurs, face à une demande moindre, la France a choisi de privilégier sa production aux viandes d'import et a beaucoup misé sur la communication autour du *made in France.* Les efforts de la filière semblent avoir porté leurs fruits puisqu'à quelques jours seulement de Pâques, les agneaux surnuméraires semblent avoir trouvé leur débouché, mais au prix d'une forte baisse de valeur.

La cotation française s'effondre pour Pâques

Compte-tenu de l'instabilité de la demande des français, toute la chaine d'approvisionnement est perturbée : les commandes des distributeurs aux abatteurs puis aux éleveurs se font quasiment au jour le jour. Après une forte hausse en semaine 12 puis un effondrement en semaine 13, les **abattages** de la semaine 14 (se terminant le 5 avril) se seraient redressés selon les données d'Ovinfos, fournies par *Interbev* (suivi des principaux abatteurs français représentant les ¾ de la production nationale). Les reports de la semaine 13 auraient été très importants mais les abattages de la semaine 14, même si en recul par rapport à l'an passé, auraient permis de rattraper les reports de la semaine 13, selon l'interprofession. En semaine 15, les achats des français seraient particulièrement dynamiques (déjà en bonne voie en semaine 14) et presque tout aurait été vendu.

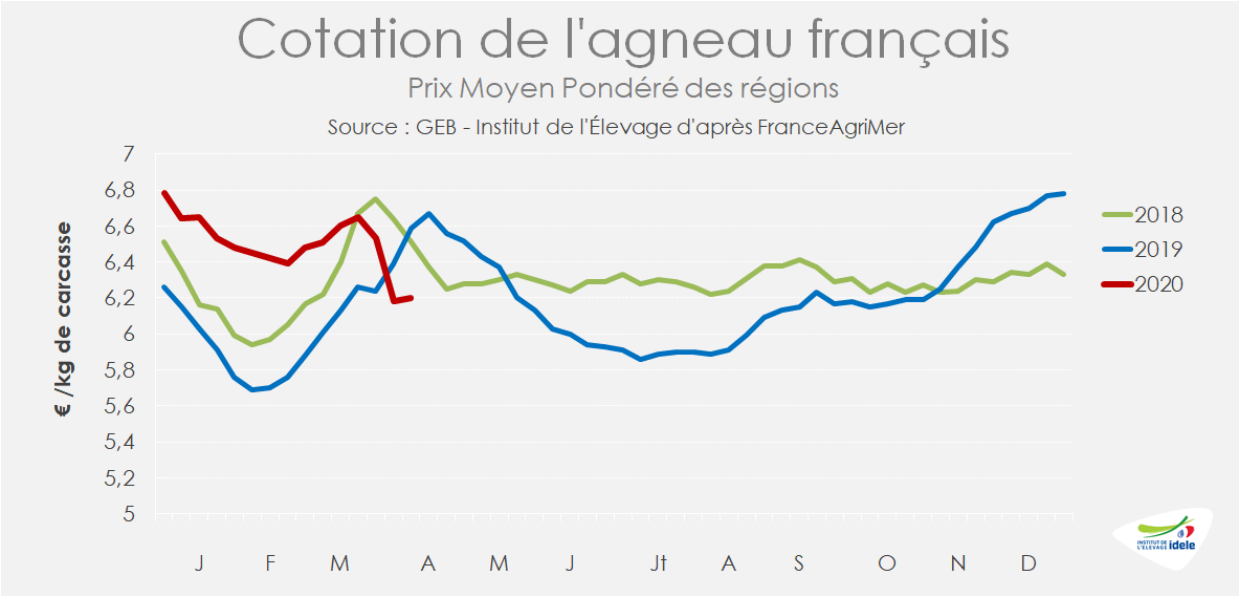


Les **reports des sorties** auraient fortement ralenti à l'approche de Pâques, grâce aux engagements de l'ensemble des opérateurs de la filière et à la communication collective autour l'agneau français.

Concernant l'**export en vif,** le retard pris depuis début mars aurait été résorbé en semaine 15 et les exportateurs se réapprovisionneraient progressivement pour de nouveaux envois après Pâques. Les envois de bétail en vif vers l'Espagne étaient en effet baissiers sur les semaines 11 à 13 de 2020, comparativement à 2019. Le manque de personnel de certains opérateurs et les problèmes de transport expliquent ces difficultés, mais les frontières restent ouvertes.

Dans le domaine de la **distribution**, les achats en hypermarchés reculent fortement tandis qu'en supermarchés, la situation est meilleure. La plupart des enseignes auraient opté pour des achats préférentiellement de viande d'agneau d'origine France en semaine 15, pour certaines dès la semaine 14. La mise en avant de l'origine France pourrait éventuellement être prolongée après Pâques (notamment pendant le Ramadan). La congélation du « *chilled* » en provenance de Nouvelle-Zélande est prévue pour maintenir un marché a priori désengorgé alors que le confinement se poursuit après Pâques.

Il semble bien que l'agneau sous signe officiel de qualité (Labels notamment) soit dévalorisé, parfois jusqu'à perdre 1 €/kg, en entrée abattoir, alors que leur part dans la production française est élevée. Par ailleurs, les agneaux néozélandais ont déjà été reçus et stockés par les enseignes et ils devront trouver un débouché. En outre, des commandes faites avant crise arriveraient seulement en ce moment-même dans certaines GMS, à cause du retard liéaux grèves de décembre/janvier.

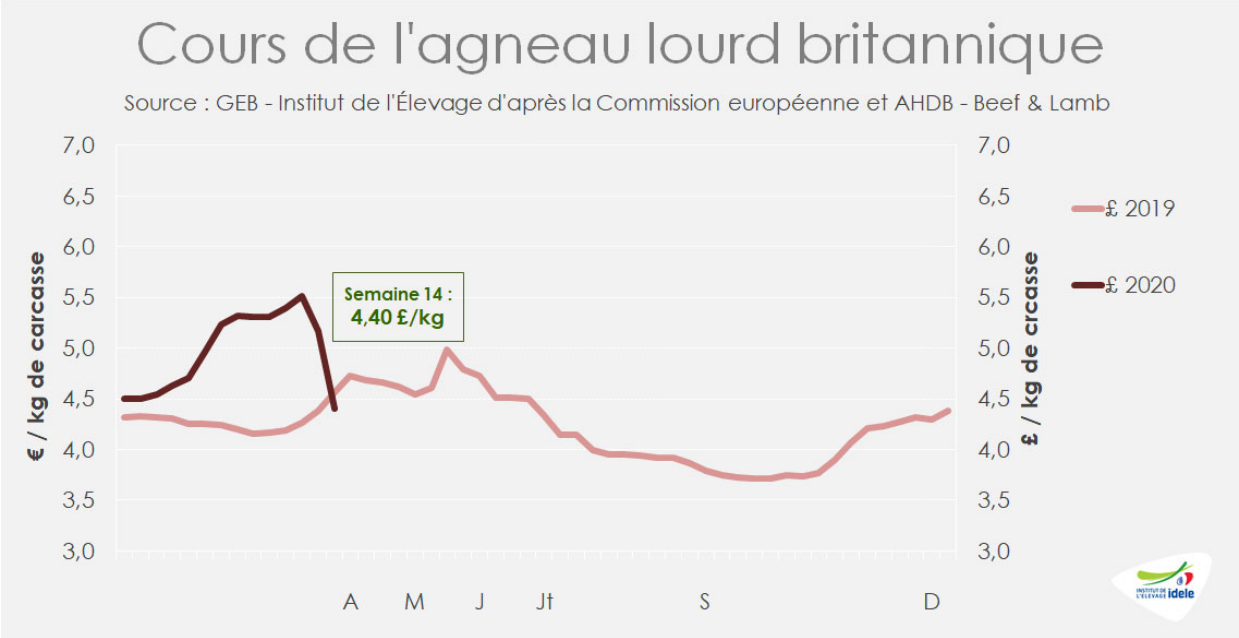


Après avoir déjà chuté en semaine 13, le **cours de l'agneau français** perd 35 centimes d'une semaine sur l'autre, à 6,18 €/kg en semaine 14 ! Cet écroulement de la cotation est usuellement rencontré la semaine après Pâques, lorsque la demande baisse, et non une ou deux semaine(s) avant… « C'est la première fois que l'on observe le cours de l'agneau chuter avant Pâques », s'inquiètent les professionnels. En semaine 15, il gagne seulement deux centimes du kilo, alors même que les ventes sont annoncées particulièrement dynamiques… la situation se serait renversée en cours de semaine 15, selon les agents chargés des cotations en régions.

Dans tous les cas, **les filières se mobilisent pour écouler leur production.** C'est le cas, par exemple, des éleveurs basco-béarnais, qui doivent trouver rapidement un débouché pour leurs agneaux de lait, dont le plus grand nombre est habituellement exporté vers l'Espagne. Pâques étant le dernier rendez-vous important de la saison de l'agneau de lait. La filière concerne quelque 1 750 d'éleveurs de brebis laitières dans les Pyrénées atlantiques, avec près de 490 000 brebis. La restauration représente habituellement l'essentiel du débouché français, déjà minoritaire par rapport à l'export… Avec le confinement, les éleveurs doivent aujourd'hui vendre en local, ce qui s'avère compliqué d'autant que les agneaux laitiers espagnols concurrencent l'origine France dans le Sud-Ouest. Heureusement, les initiatives ne manquent pas, et quelques 700 éleveurs de trois coopératives des Pyrénées Atlantiques (Axuria, CAOSO et l'AOBB), se sont associés dans la création d'un gigantesque drive mobile, pour vendre des caissettes d'agneaux de lait, à une semaine de Pâques. 40 000 agneaux sont à écouler, mais les commandes affluent par ce canal : les associés espèrent écouler 2 000 agneaux dans ce contexte.

Royaume-Uni : abattages en recul du fait d'exportations moroses

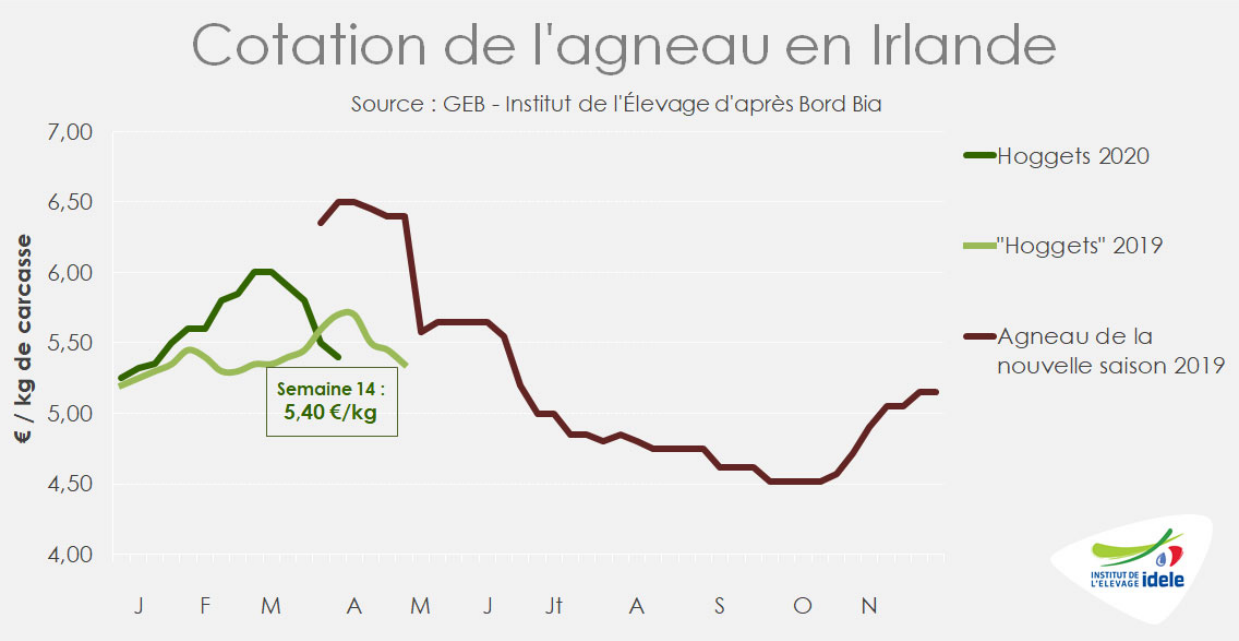
Au Royaume-Uni, la baisse de la production se poursuit et, face une demande interne et à l'export en forte diminution, la cotation britannique s'effondre… Elle repasse sous son niveau de 2019 (année déjà mauvaise pour la cotation de l'agneau britannique, pour rappel) en semaine 14, atteignant 4,40 £/kg. La situation se répète dans chaque pays producteur : retournement du prix de l'agneau avant même les fêtes de Pâques.



Irlande : La cotation irlandaise poursuit sa baisse précoce

En semaine 13 (se terminant le 29 mars), les abattages étaient en baisse de – 18% par rapport à la semaine précédente. Les ventes d'ovins se sont néanmoins redressées au début de semaine 15 et les abattoirs sont désireux de s'approvisionner pour répondre aux commandes de Pâques. La demande sur les principaux marchés d'exportation (Belgique, France et Allemagne), reste très faible. La cotation irlandaise est repassée sous son niveau de 2019, à 5,40 €/kg en semaine 14.

Toutefois, de début janvier à fin avril 2020, les sorties d'agneaux (principalement en abattoirs) en Irlande sont estimées en hausse par rapport à 2019, à 653 000 têtes, soit +16% /2019. Cette augmentation est due aux reports, sur l'année 2020, avec une estimation de 103 000 *hoggets* supplémentaires..



Espagne : marché de l'agneau de lait à l'arrêt et craintes vis-à-vis des envois d'agneaux lourds

Globalement, l'impact du covid-19 en Espagne sur la consommation de produits ovins est très similaire à celui de la plupart des autres pays. L'écoulement de la production de viande ovine espagnole dépendant principalement de la consommation intérieure, la situation est actuellement difficile.

Consommé de façon particulièrement saisonnière (Noël et Pâques, surtout), l'agneau de lait est aussi étroitement lié aux célébrations (mariages, baptêmes, communions et autres fêtes de famille, dont beaucoup ont lieu à cette période de l'année). La fermeture de la RHD et la suspension des fêtes de Pâques ont engendré une forte chute de la demande. Les agneaux non vendus sont donc toujours dans les fermes et, en plus de la baisse de leurs ventes, les éleveurs subissent aussi des charges liées à leur maintien dans les exploitations.

Les organisations professionnelles espagnoles craignent également la baisse des exportations d'agneaux lourds, destinés prioritairement aux pays arabes lors de célébrations collectives (Ramadan et Fête de l'agneau). Pour autant, même si on ne connaît pas encore le nombre total d'ovins espagnols exportés ces mois-ci (chiffres douaniers non publiés) : en février ouverture du marché jordanien avec l'envoi d'ovins français (nombre non connu à ce jour) et en avril, ouverture du marché saoudien avec l'envoi de quelques 21 500 agneaux pour célébrer la fin du Ramadan (fin mai) et la Fête de l'agneau (fin juillet).

Comme dans beaucoup d'autres pays les initiatives fleurissent pour soutenir et valoriser la production locale.

Océanie : divergence des prix australiens et néozélandais

Alors que l'on craignait que la viande ovine néozélandaise initialement destinée à la Chine soit détournée vers l'Europe en raison de l'arrêt momentané des ports chinois, selon *AHDB*, les produits détournés se sont principalement dirigés vers le Moyen-Orient au moins jusqu'à la mi-mars. D'autres sources suggèrent que le commerce reprenait doucement vers la Chine dès la semaine 11 (se terminant le 15 mars). L'impossibilité pour la Nouvelle-Zélande d'acheminer de l'agneau en Chine a provoqué une importante chute des cours néozélandais en février-mars 2020, selon *Meat & Livestock Australia* (MLA).

La Nouvelle-Zélande est elle-même désormais bloquée en raison du coronavirus. Le gouvernement tient à maintenir le flux des exportations agricoles. Cependant, pour se conformer aux nouvelles réglementations mises en place pour contrôler la propagation de l'épidémie, la capacité d'abattages dans les abattoirs a été réduite. Les ovins et les bovins resteraient bloqués en ferme en raison d'abord de la perturbation des ports chinois et des transports maritimes à l'échelle internationale : tout ralentissement des lignes de mise à mort ne ferait qu'exacerber la situation.

La Chine est le premier marché australien en viande ovine, mais la Nouvelle-Zélande est plus exposée, car plus dépendante de ce marché chinois : plus de 50% de la viande ovine NZ exportée avait pour destination la Chine en 2019.

Compte-tenu de la volatilité de la demande chinoise en importations, l'Australie, avec un portefeuille de clients plus diversifié, paraît davantage en capacité de gérer ces aléas. Cela explique en partie la progression du cours de l'agneau australien, malgré les difficultés d'envois vers la Chine. *MLA* estime ainsi que plus de 90% des exportations australiennes de viande ovine vers la Chine sont utilisées dans la RHD. C'est en fait grâce aux précipitations généralisées, observées en l'Australie cette année et qui ont succédé aux violents feux de brousses, que les prix de l'agneau ont atteint de nouveaux records et se sont considérablement découplés de ceux de la Nouvelle-Zélande.

Bien que l'écart de prix entre les deux pays soit devenu assez important, il semble peu probable qu'il puisse durer trop longtemps étant donné que les débouchés de ces deux exportateurs leaders sont souvent communs à travers le monde.

Lait de chèvre et viande

La filière caprine à l'heure du Covid-19

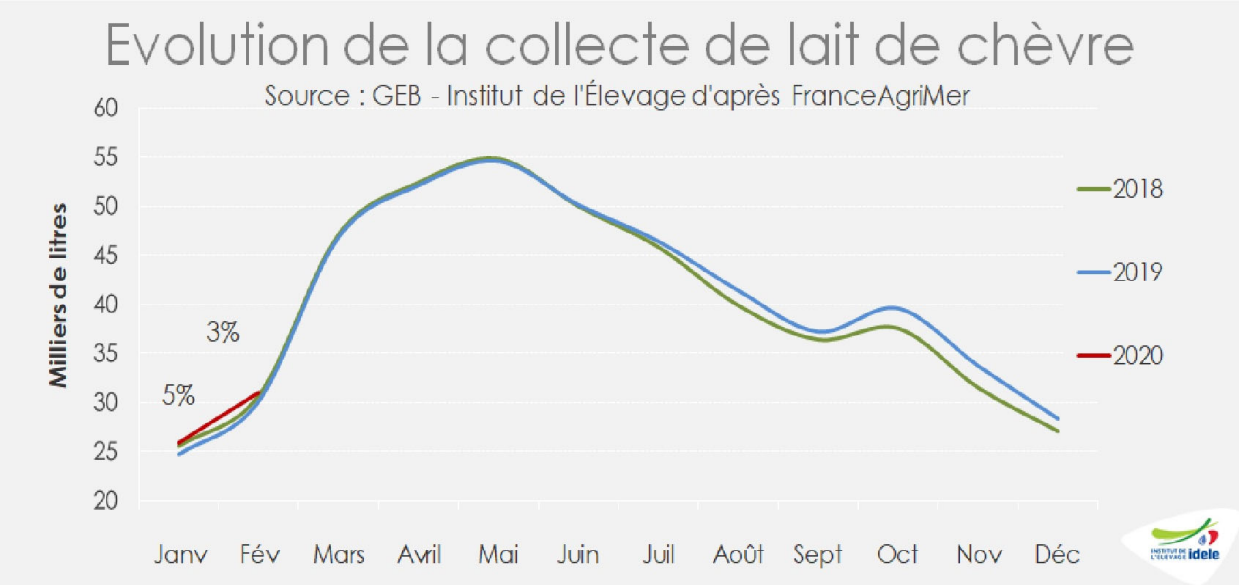
La filière laitière caprine est aussi très impactée par les mesures de confinement en France. La fermeture des établissements scolaires, de restauration commerciale et de la plupart des marchés de plein air (jusqu'en semaine 14 et la reprise dans les plus petits) représentent des pertes de débouchés importants. Face aux seuls achats des ménages, les transformateurs n'ont plus aucune visibilité sur les commandes de distribution en fromages de chèvre d'une semaine à l'autre et le ramassage et les transformations sont aussi affectées.

Le ralentissement des chaînes d'approvisionnement et la fermeture de certains débouchés incitent les transformateurs à contenir la hausse saisonnière de la collecte de lait de vache.

Collecte dynamique début 2020

A 26 millions de litres en janvier 2020, la collecte de lait de chèvre avait progressé de +5% /2019, d'après l'enquête mensuelle laitière. Elle aurait progressé un peu moins vite en février de près de +3% /2019, d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer.

L'année 2020 a donc démarré fort, grâce au développement de la désaisonnalisation des troupeaux et à la bonne qualité des fourrages stockés en 2019.



La nouvelle campagne à peine lancée, les éleveurs sont incités à lever le pied par les laiteries qui, depuis la mi-mars, sont confrontées à des problèmes logistiques, mais surtout commerciaux. D'une part, elles subissent un absentéisme croissant qui perturbe et ralentit les chaînes d'approvisionnement et de fabrication (arrêts de travail et l'"observation stricte de consignes de sécurité). Selon les régions et les sites de production, cette baisse de productivité fluctuerait entre 20% et 25%, mais la situation évolue de jour en jour. Les éleveurs sont donc incités à réaliser une gestion très prudente de la conduite en élevage. La priorité doit être mise dans la gestion sanitaire du troupeau, à pouvoir anticiper la période de réforme ou tarissement des chèvres et ajuster les rations distribuées. Dans certaines situations, le passage de tout ou une partie du troupeau en monotraite peut être envisagée, pour diminuer la production.

Ainsi, les transformateurs doivent assurer le maintien de l'activité dans un contexte inédit, alors que les débouchés des produits transformés sont bouleversés. Simultanément, l'ANICAP sollicite les pouvoirs publics pour déclencher l'aide au stockage privé et la prise en charge de la destruction de lait pour les entreprises concernées.

Des débouchés réduits et imprévisibles

Les restrictions de circulation puis de confinement ont un impact évident sur les achats des ménages qui deviennent le débouché quasi exclusif des produits alimentaires. Le commerce à l'export a été divisé par deux et les ventes à la restauration hors domicile ont fléchi de -85% (quelques structures restent ouvertes, notamment institutionnelles : santé, médico-social, armée...).

Si les volumes de ventes de fromages de chèvre affichaient une progression de l'ordre de +15% en GMS ces dernières semaines, le segment haut de gamme subit des pertes de marchés importantes. En effet, les fromages AOP se vendent principalement dans des circuits spécialisés : seulement 40% des volumes sont vendus dans les GMS. Le profil des commandes des GMS en temps de crise évolue en outre, en privilégiant les produits génériques, délaissant les petites séries. De nombreux magasins ont réduit voire fermé les rayons à la coupe, plus exigeants en personnel, pour simplifier l'organisation du travail et privilégier la mise en barquette en linéaire ou en Drive, d'autant qu'ils font face à un absentéisme croissant.

Fromagers fermiers à rude épreuve

Par ailleurs, la fermeture de la restauration commerciale, puis celle des marchés de plein air affectent directement les fromagers fermiers, positionnés majoritairement sur ces marchés.

Selon les régions, ils ont pu éventuellement livrer leur lait à des laiteries ayant la capacité d'absorber ces volumes, mais à des prix de vente bien moindres que la valorisation habituelle. Ils peuvent aussi reporter l'utilisation du lait (par exemple, en le transformant en pâte pressée, en congelant le caillé ou en stockant les produits de reports). Encore doivent-ils disposer de trésorerie pendant au moins la durée du confinement. Finalement, certains éleveurs sont contraints de détruire leur lait, faute de solutions. D'autres ont cependant l'opportunité de se joindre à des drives fermiers existants ou organisés pour l'occasion, comme à Rennes pas exemple.

Cette situation met donc en grande difficulté la filière fromagère de lait de chèvre, qui devra se relever après la crise.

Le marché européen du lait de chèvre s'engorge, les prix chutent en Espagne

La fermeture soudaine de marchés importants tels que la RHD et les marchés de plein air en Europe s'est traduit par l'engorgement du marché européen de lait de chèvre. La consommation et les achats des ménages en GMS sont aussi imprévisibles en Europe qu'en France.

Conséquence directe du ralentissement de l'outil de production français, premier transformateur européen de lait de chèvre, les importations françaises des produits de reports caprins seraient ralenties. En effet, les industriels français ont jusqu'à présent privilégié la ressource laitière produite en France.

En Espagne, les industriels ne peuvent absorber tous les volumes importants disponibles, dont une part n'est presque plus exportée vers la France Ainsi, les prix espagnols de lait de chèvre affichent des baisses importantes.

Marchés des grains : le Covid-19 engendre de la volatilité

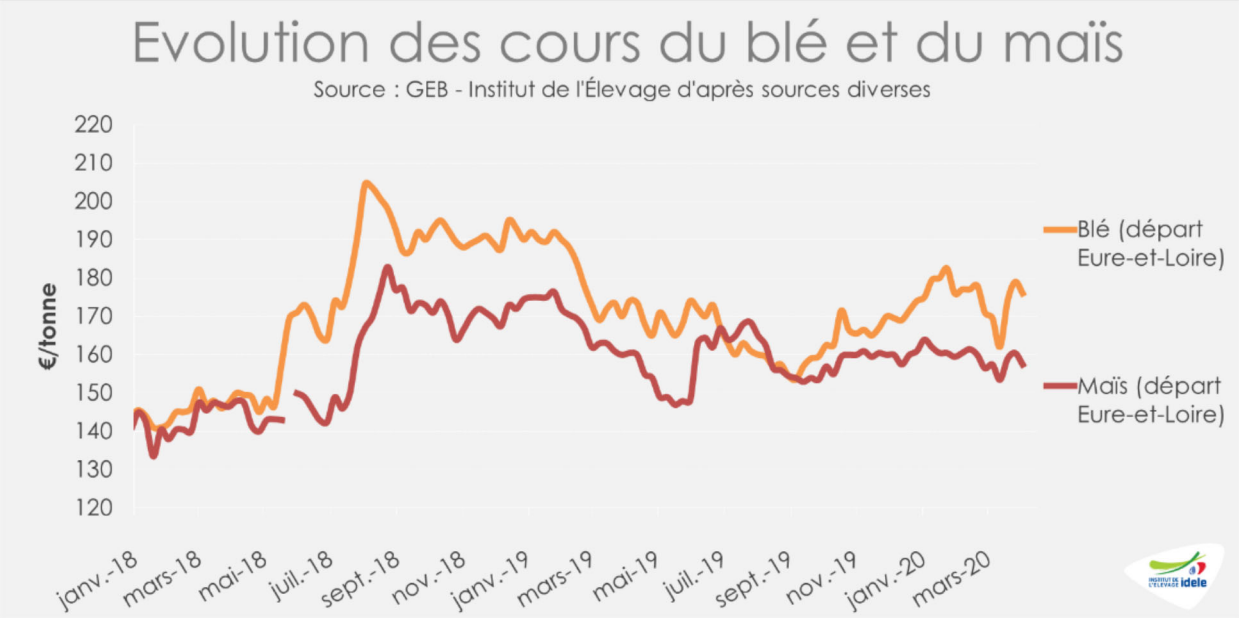
La volatilité sur les cours internationaux des matières premières s'est amplifiée ces dernières semaines avec la propagation du virus à l'échelle mondiale. En France, le point de vigilance du secteur de l'alimentation animale concerne principalement l'approvisionnement en protéines (prix et disponibilités). La demande en tourteaux pour l'alimentation du troupeau laitier pourrait cependant diminuer.

Céréales : le surstockage de produits à base de blé fait monter les cours

Sur le marché du **blé**, malgré des fondamentaux porteurs, le développement de l'épidémie en Chine a d'abord conduit à une baisse des prix en février, les opérateurs craignant alors une réduction de la demande. Mi-mars, la tendance s'est rapidement inversée avec l'expansion du Covid-19 à l'Europe, puis à nombreux autres pays. Dans la panique, les consommateurs ont massivement acheté des denrées de première nécessité à base de blé. Les éleveurs ont eu des comportements similaires en surstockant de l'aliment. Les grands importateurs (Algérie, Maroc, Egypte) ont également cherché à sécuriser leurs stocks stratégiques. Ainsi, les prix du blé ont rebondi de 11% en deux semaines.

Depuis, les cours du blé se sont stabilisés en dépit des fortes exportations françaises et de la tension logistique. Les décisions des pays de la mer Noire (Russie, Ukraine, Kazakhstan) de réguler les exports d'ici l'arrivée des prochaines récoltes ont eu peu d'incidence. Il n'y a pas d'emballement de marché comparable à 2007/2008. Cependant, en tant que période critique pour l'élaboration des rendements, le printemps est chaque année une saison de volatilité. Ce phénomène pourrait être exacerbé par le contexte sans précédent du Covid-19.

Les cours du **maïs** français ont été moins fluctuants que ceux du blé. L'écart de prix entre ces deux céréales a augmenté, favorisant l'incorporation du maïs par les formulateurs de l'alimentation animale. D'autre part, la référence mondiale du maïs (marché de Chicago) a fortement décroché ces dernières semaines, suite à l'effondrement des cours du pétrole. En effet, aux États-Unis, la filière éthanol représente plus du tiers des débouchés du maïs. La baisse de la demande et des marges dans la filière a induit une réduction de l'activité américaine, laissant plus de volumes de maïs disponibles pour l'alimentation du bétail et pour l'exportation. Cela a également pour conséquence de réduire la production des coproduits d'éthanolerie (drèches, DDGS) utilisée en alimentation animale. Cette matière première, qui contient un peu moins de 30% de protéines, devra trouver des substituts.



Tourteaux : forte hausse des prix

Sur le marché français, les prix des tourteaux ont récemment connu une augmentation marquée. Entre début mars et début avril, le tourteau de soja à Montoir s'est renchéri de 27 €/t (+9%), principalement en semaines 12 et 13. L'augmentation du prix du tourteau de colza est un peu plus tardive (semaine 14), et mais également plus forte avec une hausse à Montoir de +41 €/t (+16%) comparé à début mars.

Plusieurs facteurs expliquent la hausse du prix du **tourteau de soja**. L'augmentation des commandes des éleveurs au moment des annonces du confinement en France a coïncidé avec des perturbations très ponctuelles au Brésil, amplifiant l'angoisse des importateurs internationaux. Pourtant, les flux n'ont pas réellement été impactés puisque, selon les douanes brésiliennes, les exportations de fèves de soja ont été de 11,6 Mt en mars (+36% /2019), un niveau jamais égalé pour ce mois. Les exportations de tourteaux ont également été supérieures à celles de l'an dernier (+11%). La récolte brésilienne de soja, dont les travaux touchent à leur fin, est en effet record (environ 125 Mt). En revanche, de vraies difficultés logistiques sont rapportées en Argentine, premier exportateur mondial de tourteau de soja (droit de retrait des dockers, interdiction du passage des camions par certaines localités). Si une faible proportion des achats français provient d'Argentine (3,5% en 2019), ce pays fournit 40% des approvisionnements de l'Union européenne en tourteau de soja (Comext, 2019). La gestion de l'épidémie en Amérique du Sud, et son impact sur la filière soja, restera donc à surveiller au cours des semaines à venir.

Parallèlement, la baisse du besoin en huile végétale pour le secteur des biodiesels et le manque de graines de colza conduisent à une réduction de l'activité des triturateurs français et européens. OilWorld, cabinet de référence pour l'analyse du marché des huiles, attend ainsi une diminution de l'activité européenne de trituration sur la période avril-juin de -11% /2019. La chute des cours du pétrole a fortement impacté les marges des industriels et le contexte actuel limite la demande en carburant. Par ailleurs, un incendie, survenu mi-mars dans une usine de trituration française (près de Rouen), a déjà entrainé un arrêt de l'atelier d'estérification. En conséquence, la production de **tourteau de colza** se réduit, conduisant au renchérissement des prix observés récemment.

A court terme, la demande française en tourteau pourrait cependant s'atténuer puisque de nombreux éleveurs disposent des stocks de sécurité récemment constitués. De plus, les éleveurs laitiers sont incités à contenir la collecte laitière de printemps pour limiter les excédents de lait, ce qui pourrait limiter les utilisations de concentrés (focus Lait de vache).

